

HISTORIA
magazine ⁽⁹³⁾



Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 333 - France 3,50 F
Belgique 35 FB/Solux 3,50 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



NE COMPTÉZ PAS
SUR LE CONTINGENT



LES PREMIERS JOURS D'UNE RÉVOLUTION

HISTORIA

magazine

LA GUERRE D'ALGÉRIE

CHAQUE MOIS
LES MEILLEURES PHOTOS.
EN DIAPOSITIVES
ALBUM N° 11



121. La cathédrale Saint-Philippe. - 122. Pays, dans l'ouest. - 123. Région d'Annaba. - 124. Les anciens combattants. - 125. Le 5^e spahis algériens. - 126. Colla, l'El-Kol des Arabes. - 127. Paysage de Petite Kabylie. - 128. Le Sahara. - 129. Dans les monts de Frénda. - 130. La côte, à l'est de Cherchell. - 131. Les ruines romaines de Djemila. - 132. Takarboz.

La série de 12 diapositives : 12 F.

Abonnement 1 an (144 diapositives en 12 albums) : 120 F.
Abonnement 2 ans (288 diapositives en 24 albums) : 230 F.

(La première série, encore disponible au prix de 10 F., est hors abonnement.)

Règlement exclusivement à la commande par chèque bancaire, chèque postal (C.C.P. Historia Magazine-Paris 2778-70), mandat, etc.

170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cédex 14.



LA MÉTROPOLÉ CONTRE L'ALGÉRIE

Jean FONTUGNE

LES événements qui se déroulent depuis le 22 avril 1961 en Algérie n'entament en rien la sérénité du général de Gaulle, convaincu de dominer une fois de plus la situation.

Son récent voyage dans le Sud-Ouest (Landes, vallée de la Garonne), où l'opposition au régime se trouve être la plus forte, lui avait en effet confirmé le soutien populaire à sa politique. En outre, au lendemain du coup de force des généraux, la riposte des syndicats avait été immédiate. Au moment de déclencher, en ordre dispersé, une grève générale, ils s'étaient retrouvés unis pour soutenir le président de la République. Enfin, en métropole, l'état d'urgence proclamé, l'armée consignée, les seules forces de gendarmerie et de police assurent sans difficulté le maintien de l'ordre. C'est donc sûr de son autorité que le chef de l'État s'adresse, le 23 avril, à la nation et au contingent en Algérie. Il sera entendu.

Au terme de cette deuxième journée, quel bilan peuvent, de leur côté, dresser les responsables de l'insurrection ?

Certes, l'Armée de libération nationale, exsangue, ne réagit pas. Mais les unités de l'armée française qui se sont ralliées aux généraux Challe, Jouhaud, Salan et Zeller sont peu nombreuses et presque entièrement composées des régiments de réserve générale. Elles tiennent essentiellement Alger, avec son arrière-pays, la Mitidja, et la ville d'Oran. Il n'y aura pas d'autres ralliements.

Mais déjà le contrôle des centres urbains échappe au quadrumvirat. L'O.A.S. veut s'imposer et crée ainsi une situation nouvelle par l'intervention des civils dans une insurrection que le général Challe souhaitait placer sous la seule responsabilité des militaires.

Il tirera d'ailleurs rapidement les conclusions de l'évolution imprévue des événements. Son initiative n'a pas provoqué le sursaut espéré. Il n'y a pas eu de nouveau « 13-Mai ». Les deux journées suivantes seront décisives.

A Paris, de Gaulle estime déjà que la page est tournée.

Le gouvernement étudie en effet les propositions présentées par le G.P.R.A., ce même 23 avril, pour une nouvelle réunion destinée à reprendre les négociations. Le lendemain, seront signés les accords de coopération avec les États de la Communauté. Enfin, il n'y aura même pas de contrordre, malgré la situation en Algérie, pour l'explosion d'une nouvelle bombe atomique à Reggane, le 25 avril.

J. F.

Sommaire n° 93 - Historia magazine n° 333

2673 - Voyages mouvementés	Philippe Masson
2679 - Solitude de Challe	Général Goubard
2684 - Les forces du général Challe	P.-A. Lambert
2693 - Le contre imprévu	Auriel Dahan
2697 - De la pacification	Serge Durrieux
I à VIII - Courrier des lecteurs	

S. J. A. / M. J. A.



Villacoublay, où se pose le commandant Schütz, venu d'Alger chercher Chaïe et Zeller.



Pour des raisons de sécurité, c'est de Creil que s'envoleront les conjurés.



Maison-Blanche, où le Noratlas se posera dans la nuit, après un voyage sans histoire.



Arrêt pour rien. Les conjurés ne sont pas attendus à Alger, mais à Blida.

VOYAGES MOUVEMENTÉS

PARIS, mardi 18 avril. On en est aux derniers préparatifs... A 17 heures, dans le bureau du colonel Lacheroy, à l'École militaire, se retrouvent la plupart des conjurés. Il y a là les généraux Faure et Gardy, les colonels Godard, Vaudrey, Bernard, de Blignières, Collet, le commandant Casati et le capitaine Sergent... Quant à Lacheroy, il est absent.

Depuis une semaine, il se trouve sur place, en Algérie même.

Tout d'abord, le général Faure confirme que l'insurrection sera déclenchée à Alger dans la nuit du 20 au 21 avril. Mais, dans le premier temps, on ne pourra compter que sur des moyens relativement maigres : trois ou quatre compagnies du commandant Robin, des commandos de l'air et

le 1^{er} R.E.P., encore que, pour cette unité, aucune décision n'ait été prise avec le chef de corps. Pour l'entraîner, on compte sur les cadres contactés par Degueudre et sur l'action d'officiers mutés en métropole et qui s'apprentent à passer en Algérie.

En tout cas, les départs s'échelonneront de la façon suivante : Godard, Gardes, ►

Mystérieux entretiens au fond d'une cour de l'École militaire

■ Le général de Gaulle au pouvoir, je suis, plusieurs fois encore, retourné en Algérie. De 1958 à 1962, j'ai dû m'y rendre plus de vingt fois.

J'ai vu les « activistes » perdre sérieusement la partie, en 1960, derrière leurs barricades; le général Salan, en attente à Madrid, et, après le putsch de 1961, l'O.A.S. en action.

C'est le 21 avril 1961, jour du putsch, que de Gaulle allait se retrouver, pour un dernier combat, devant les chars et les officiers qui l'avaient appelé au pouvoir en s'étant lourdement mépris sur son compte.

19 avril 1961. Paris. L'École militaire.

Appelez-le le commandant D... Il a quitté, depuis, l'armée et occupe en ce moment d'importantes fonctions dans une grande firme. Seule constante dans ses divers emplois : officier ou civil, il a un goût très vif pour les activités dites de « relations publiques ».

J'avais bien connu, à Alger, le commandant D... Il avait attiré l'attention sur lui pendant la « semaine des barricades ». Avec un sourire moqueur il avait dit aux magistrats qui l'entendaient : « Je me contentais, d'un balcon, de crier : « Algérie... ». Est-ce ma faute, à moi, si la foule répondait : « Française » ? »

Tel quel, ce commandant D... fort au courant de tout, avait été muté à Paris et affecté à l'École militaire. Il m'avait appris sa mutation en me téléphonant pour me dire aussi qu'il aimerait me rencontrer. Ce qui me faisait plaisir, nos rapports, à Alger, ayant été utiles (au journal) et (pour moi) agréables.

Rendez-vous avait été pris le 19 avril. Il se défiait, manifestement, de l'officier qui partageait son bureau car il dit, dès son entrée : « Si nous allions nous promener ? »

Nous nous sommes donc proménés, dans la cadre sobre et embelli par avril d'une cour de l'École.

« L'armée d'Algérie, du moins certaines unités, me dit-il, ont sur le point de faire les pires bêtises. On risque d'avoir bientôt des surprises. Ça va devenir intéressant, Alger... Comptez-vous y aller ? »

Or, tandis qu'il parlait, que je l'interrogeais, un officier parachutiste trapu, baret rouge et gabardine verte bien serrée, passait sous le porche qui fait communiquer une cour à l'autre.

« Tiens ! Mais c'est Godard ! » s'exclame le commandant.

C'était bien Godard. Le « Sûreté nationale » lui avait échappé. Alger aussi. Il avait, lui aussi, été muté en métropole. Il marchait vite et résolument. « Mais il va chez Lacheroy !... » observait encore le commandant.

— Ah ! parce que le colonel Lacheroy a un bureau ici ?

— Eh, oui !

Le colonel Lacheroy expliquait, avec l'accent rustique de sa Bourgogne natale, que Mao était à l'œuvre en Algérie... « C'est drôle », dit encore le commandant.



L'École militaire, où les conjurés tiennent des réunions secrètes dans le bureau du colonel Lacheroy.

Cinq minutes à peine après avoir vu Lacheroy, Godard sortit, aussi décidé, aussi rapide. Il croisa sous le porche qu'il passait de nouveau pour sortir, deux officiers en tenue mûre (costume civil et gabardine militaire) dont l'un était Antoine Argoud.

J'avais connu ce dernier à L'Arbe dès 1957. C'était le plus jeune colonel de l'armée française, brillant, curieux de tout, mais, dès qu'il ne s'agissait plus de sciences, un peu trop systématique, comme tous les polytechniciens, au point de faire des calculs justes sur des données fausses.

Il croyait aux « moyens », si durs fussent-ils, parce qu'il croyait à la « fin », qui, pour lui, était l'Algérie française.

Du moins ne trichait-il pas. « Nous commettrions, disait-il, des crimes si nous n'agissions pas ouvertement. »

Il se refusait donc aux exécutions déguisées de terroristes et n'invoquait pas de prétendues tentatives de fuite pour justifier leur mort. Cela lui avait valu les « mises en garde » de ministres qui préféraient ne rien savoir.

Je crois l'avoir bien connu. Le commandant D... aussi. Le 19 avril, Argoud passe sans nous voir.

« C'est drôle », répète le commandant.

Ce qui était plus « drôle » encore, c'est que, sous le porche où ils s'étaient croisés, Argoud et Godard ne s'étaient pas salués, comme s'ils ne se voyaient pas. Ils avaient fié, l'un vers notre cour, l'autre vers la sortie.

— Mais eux aussi, ils vont chez Lacheroy !... s'étonne — ou feint de s'étonner — le commandant.

— Ce n'est pas normal ?

Un temps d'hésitation :

— Oh ! oui, ça peut l'être.

Un nouveau silence :

— Pensez-vous que l'on pouvait voir tant de choses, du fond d'une modeste cour d'école militaire ?

C'était le 19 avril. Le surlendemain, à Alger, éclatait le putsch, avec Lacheroy, Godard et Argoud déjà sur place. J'avais tout vu et n'avais rien su.

Eugène MANNONI

...trois places sur l'avion

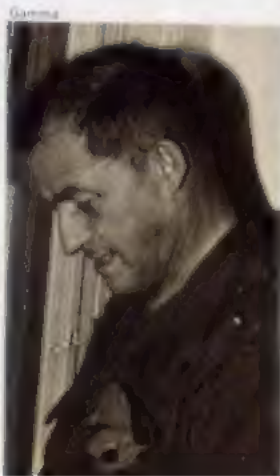
Argoud, Jacquin et Gardy partiront clandestinement par avion régulier dans la journée du 20 avril. Les cinq ex-officiers du 1^{er} R.E.P. suivront, en principe, par avion militaire, au départ d'Istres. Quant à Challe et à Zeller, ils quitteront la région parisienne dans l'après-midi du 20, par avion militaire également. Les autres, avec, à leur tête, le général Faure, resteront en métropole pour déclencher les mouvements. Mais, sur ce point, tout reste vague. Rien n'a été décidé avec Vanuxem et Challe répugne toujours à envoyer des troupes en métropole. Faure invite Gardy à tout faire pour le convaincre.

En attendant, il s'agit de régler les départs qui s'effectueront par Air Algérie, à partir de Marseille, sur Alger et Bône, les seules lignes où les conjurés disposent d'intelligences sûres. Quelqu'un doit se trouver à Marseille le lendemain matin 19 avril, au plus tard. Personne n'étant prêt à partir le soir même, le général Gardy s'offre immédiatement. Dès son arrivée à Marseille, il se rendra à l'agence d'Air Algérie où il se mettra en contact avec le directeur, Lavest. Il téléphonera ensuite à Paris, au bureau de Gérard Garrigue, où se trouvera Casati, et leur donnera les renseignements concernant les heures, les places, les destinations... Il ne sera question que d'un certain Arletti et de ses enfants.

Grève-surprise à Avignon

Quelles seront maintenant les consignes du général Gardy, une fois arrivé à Alger ? Force est de reconnaître qu'elles sont vagues. Faure ne donne qu'une seule indication : se rendre à telle adresse, monter au 5^e étage, deuxième porte à gauche. C'est là que doivent se trouver Lacheroy et Degueudre. C'est tout. Avant de quitter l'École militaire, Gardy décide que, dès son arrivée à Alger, il fera transmettre un message par sa fille, Nicole Besineau : « Tout va bien », ou « Ça va, mais il y a quelques difficultés » ou bien « L'affaire est ajournée ».

Quelques heures plus tard, le général



A gauche : le colonel Argoud. A droite : le colonel Godard. Avec Gardes, Lacheroy et Broizat, ils représentent la fine fleur de l'activisme militaire. Extrême droite : le général Gardy, le plus vieux des conjurés avec Zeller, avait fini sa carrière comme inspecteur de la légion étrangère.

DOCUMENT POUR L'HISTOIRE

Tous les récits des heures tragiques du putsch d'avril 1961 ont été écrits grâce aux témoignages et documents recueillis longtemps après. Les Mémoires ont été rédigés par certains protagonistes du drame alors qu'ils purgeaient en prison la peine que leur avait valu leur rôle dans ces événements ou bien — plusieurs mois plus tard — leur action dans l'O.A.S. A ma connaissance, un seul participant — à un niveau élevé — au putsch des généraux a écrit « à chaud » le récit complet de ses expé-

riences : le général Gardy. Dans la période qui suivit l'échec du mouvement et avant de jouer le rôle que l'on sait au sein de l'O.A.S., le général Gardy rédigea, d'une écriture microscopique — et en codant les noms propres —, la chronologie précise des événements auxquels il avait participé. C'est du 3 au 8 juin 1961 que le général, caché dans une chambre à Alger, alors que toutes les polices le recherchaient, livra au papier le détail de la révolte dont il avait été l'un des chefs. Ces quarante feuil-

lets, le général Gardy me les remit dix ans plus tard alors que, pour la première fois, sortant de son exil sud-américain, il foulait à nouveau le sol français. C'est sur ce seul document — unique pour l'Histoire — que Ph. Masson s'appuie pour relater le rôle du général Gardy durant le putsch. Il faut donc voir dans ce texte, non le travail objectif de l'historien qui replace un document dans le contexte de ses recherches, mais la transcription du récit brutal d'un témoin privilégié. Y.C.

Gardy se retrouve dans le train. Voyage peu confortable, mais le moral est bon. L'affaire doit réussir. Inutile de se leurrer, cependant, les difficultés sont énormes. On ne peut guère compter que sur trois ou quatre régiments de paras, et une partie de la légion. En fait, le plus gros obstacle est constitué par le commandement, remanié de fond en comble depuis des mois et composé sinon d'inconditionnels, du moins d'hésitants et d'hommes sans caractère. On pourra peut-être compter sur Gouraud, dans le Constantinois, mais dans l'Oranais, Pouilly ne marchera pas. Son adjoint, Lhermitte, réussira peut-être à entraîner le corps d'armée. Quelle sera aussi l'attitude du contingent? On peut penser que certaines mesures, comme la réduction du temps de service, la mobilisation des pieds-noirs, permettront de maintenir l'ensemble...

Après un arrêt de deux heures provoqué par une grève-surprise à Avignon, le train arrive enfin à Marseille à 10 h 30. Quelques instants plus tard, Gardy se trouve à Air Algérie, où il a la chance de tomber sur Lavest. Les possibilités sont médiocres : trois places sur Constantine, le 20 en fin de matinée, trois autres dans l'après-midi pour Alger. Impossible d'avoir un avion supplémentaire, ni des places pour les ex-officiers du 1^{er} R.E.P. Les résultats sont aussitôt téléphonés, comme convenu, à Garrigue et à Casati. Il n'y a plus maintenant qu'à attendre. Le général prend une chambre à l'hôtel Arbois, sous un faux nom. Le reste de la journée, la soirée, s'écoulent lentement.

Jeudi 20 avril, journée fatidique. L'impression défavorable se dissipe. Les choses ont l'air de s'arranger. Les officiers du 1^{er} R.E.P. ont réussi à trouver un avion militaire. Argoud et Gardes, qui viennent d'arriver à Marseille, partiront pour Constantine par l'avion du matin. Quant à Godard et à Gardy, ils s'envoleront à bord du même avion, dans l'après-midi. Deux places ne seront pas utilisées, faute d'avoir pu prévenir les autres. Mais, après tout, c'est peut-être préférable. A 14 h 30, Lavest vient chercher les deux hommes et les conduit lui-même en voiture à l'aéroport. En attendant l'heure de



R. COMVA G.I.P.

« Le général Nicot, major-général de l'armée de l'air, qui autorisera le « conve- » de Challe, de Zeller et du colonel Broizat.

Le général Bigot, qui contacta le commandant Schütz pour lui demander d'emmener clandestinement les trois conjurés.



R. COMVA G.I.P.

Un avion militaire disparaît de France

■ — Accepter-vous d'aller chercher clandestinement à Paris les généraux Challe et Zeller, qui doivent prendre la tête du mouvement?

— Affirmatif, mon général.

Il est 19 heures, ce mercredi 19 avril, lorsque le général Bigot, commandant de la 1^{re} région algérienne qui couvre toute l'Algérie, pose cette question au commandant-pilote Henri Schütz, chef de son 3^e bureau. Celui-ci n'hésite pas une seconde. Il accepte d'enthousiasme.

Solide Marseillais de quarante et un ans, aux épaules de rugbyman, au crâne luisant, à l'allure paisible, le commandant Schütz, ancien pilote de la Royal Air Force, n'est guère surpris par la proposition. D'abord il voit, comme tout le monde autour de lui, que « quelque chose » se prépare. Et puis, toutes ces semaines passées, Bigot l'a « tâté », comme on dit. Il lui a parlé de l'Algérie en général, de son avenir, du « soleil » à ne pas dépasser.

Sur un chemin de roulement

Et le chef du 3^e bureau, carré et franc comme l'or, n'a rien caché de ses sentiments tout simples. Pour lui, l'Algérie, ce sont treize départements français que l'armée, de par la Constitution, a reçus pour mission de préserver. Alors, si on est militaire, on s'y emploie. Et puis de quoi s'agit-il au fond? De rien d'autre que de forcer un peu la main à de Gaulle. Lorsque tout sera terminé, le grand Charles — qu'Henri Schütz, évadé de France, a rejoint à Londres pendant la guerre — sera bien aise qu'on lui apporte l'Algérie sur un plateau. Aussi, pour le commandant Schütz, pas de problème.

Il décale d'Alger le jeudi 20, à 10 heures, son commando d'un Noratlas-2501. Consigne : se rendre, en arrivant, chez le général Nicot, où il recevra ses instructions. Le voyage aller s'effectue en « plan de vol », c'est-à-dire on ne peut plus réglementairement. Personne n'ignore qu'un avion quitte Alger à cette heure-là pour gagner Villacoublay. Pour l'heure, il ne s'agit que d'une mission de routine.

Le pilote se pose vers 14 h 30. Sur le terrain, aucun véhicule ne l'attend. Il lui faut donc en demander un au commandement aérien du transport pour le conduire au ministère de l'Air. Et par là même, il signale son passage.

« Voilà qui n'est pas prudent, songe Henri Schütz. Ils auraient pu prévoir quelque chose pour m'accueillir. »

Un peu plus tard, dans le grand bâtiment officiel du boulevard Victor, il se heurte au gendarme de garde :

— Qu'y a-t-il pour votre service?

— Je veux voir le général Nicot. Il m'attend.

— Vous en êtes certain? Remplissez une fiche. On va voir s'il est là.

Pour la seconde fois, Schütz a le sentiment que l'affaire est improvisée, qu'elle manque sérieusement de préparation.

Le général Nicot le reçoit et lui explique le scénario à la James Bond qui a été prévu pour emmener Challe et Zeller à Paris. Le pilote lui fait alors observer qu'il a, en quelque sorte, été suivi à la trace en se signalant à son arrivée tout d'abord, en remplissant une fiche au ministère ensuite.

— Si l'affaire échoue, vous vous retrouverez dans la baïe avec moi, mon général, lui dit-il.

— Vous en faites pas, Schütz, vous en faites pas... Ça réussira...

Faire disparaître de France un avion militaire sans que les contrôles s'en aperçoivent n'est pas chose aisée. Mais Henri Schütz, au fait de toutes les astuces possibles, met à profit une faille du dispositif : c'est de la base de Creil, où l'on peut arranger tout un mic-mac pour tromper la vigilance des contrôleurs, que Challe et Zeller s'envoleront à destination de l'aventure.

A Creil, vers 19 heures, Schütz arrête ses moteurs sur un chemin de roulement en terre battue aboutissant à une petite route par laquelle doivent arriver ses passagers clandestins.

Il gagne la tour de contrôle où l'on s'étonne qu'il ne se soit pas rangé sur l'aire de stationnement réservée aux avions de transport.

— Ma radio était défectueuse. J'ai mal interprété les instructions, explique-t-il.

Et voilà qu'une voiture civile arrive près de l'avion. Tandis qu'un des hommes d'équipage distrait une sentinelle qui s'est approchée, les trois passagers du véhicule, Challe, Zeller et le colonel Broizat, le théoricien de la guerre subversive, tous trois en civil, grimpent rapidement à bord. Schütz, qui ne s'est pas arrêté à la tour, décolle sans plus tarder.

Il est 19 h 15. Vol à basse altitude tout d'abord — entre 50 et 100 mètres — pour éviter les radars de navigation de la région parisienne. Puis cap sur Alger en s'insérant dans le trafic. Un voyage sans histoire. Dans l'avion, se bousfouille entre les dents, Challe rédige l'ordre du jour qu'il adressera demain à l'armée. Zeller dort à poings fermés.

Le Noratlas se glisse dans le trafic

Nuit noire sur l'aérodrome de Maison-Blanche où le Noratlas se pose peu après minuit. Personne n'est là pour accueillir celui qui, demain, va prendre la tête du soulèvement. On attend de longues minutes. Rien ne vient. Schütz descend et va aux nouvelles. Il téléphone à un ami qu'il sait dans le commandement :

— Qu'a-t-on prévu pour nous? Que devons-nous faire? demande-t-il.

— Ben... j'en sais trop rien... Je vais m'informer. Je te rappelle.

Vingt minutes passent. Dans l'avion, les généraux insurgés commencent à trouver cela inquiétant. Coup de téléphone enfin.

— Ce n'est pas à Alger qu'on vous attend. C'est à Blida... Pour que tu puisses te poser sans qu'on fasse attention à toi, on a organisé des sauts de parachutistes. Les avions se posent et décollent sans arrêt. Mêle-toi au carrousel. En t'attendant, les gars ont déjà sauté trois fois. Ils en ont marre... Ne tarde pas trop.

Sur la base de Blida, tout illuminée et où règne la fièvre des nuits d'exercice, le Noratlas se glisse subrepticement dans le trafic. Cette fois, un groupe d'officiers paras est là, au pied de l'avion, pour accueillir les généraux. L'un d'eux, le commandant Robin, se détache du groupe et s'avance vers Challe :

— Enfin vous voilà, mon général!

— Eh oui, Robin, me voilà!

La mission du commandant Schütz est terminée. Le putsch va commencer.

Pierre-Albert LAMBERT



E.C.P.A.



Ci-contre : l'aéroport du Bourget. Ci-dessous à gauche : Orly. Ci-dessous : Marignane. Pour les conjurés, un premier problème se posait : comment gagner l'Algérie sans se faire remarquer ? On chercha des contacts à Orly et au Bourget. Mais les deux aéroports furent abandonnés au profit de Marignane, où les conjurés disposaient d'intelligences sûres. Godard, Gardes, Argoud et Gardy partirent clandestinement sur Air Algérie.

ORLY



MARIGNANE



l'embarquement, on les parque dans une petite pièce et c'est un agent d'Air Algérie qui, dans une camionnette, les conduit directement à l'avion, sans passer par les contrôles. Tout semble se dérouler parfaitement quand, soudain, se profile la silhouette d'un gendarme, visiblement affecté au contrôle du taxiway.

Par bonheur, le passage d'un avion à basse altitude, moteurs au ralenti, détourne l'attention du gendarme, qui ignore la camionnette.

Le reste n'est plus qu'une formalité. Godard et Gardy se mêlent aux passagers et les deux hôtes, dont une est la fille du colonel Fossey-François, les placent à l'arrière. Vol sans histoire. Atterrissage à Maison-Blanche. Là encore, même scénario. Un agent d'Air Algérie fait monter les deux officiers dans une voiture qui sort directement de l'aéroport, sans passer par les contrôles. Un peu plus loin, le véhicule est rejoint par la voiture des deux hôtes, où a d'ailleurs pris place Lavest, qui, pour une vague raison de service, a voyagé lui aussi dans le même avion.

Le soulagement est général. Un obstacle de taille vient d'être franchi. Quelques minutes plus tard, le groupe arrive à l'adresse indiquée par le général Faure. Gardy monte seul l'escalier, arrive au cinquième, frappe à la deuxième porte à gauche. Rien, pas de réponse. Il frappe de nouveau, deux fois, trois fois, toujours le silence. Une porte voisine s'ouvre et une femme, à la mine peu avenante, s'enquiert de ce tapage. Embarrassé, le général Gardy lance un nom au hasard. La femme déclare ignorer le nom de ce locataire, ajoute cependant qu'il y avait là « des gens », mais que, depuis deux ou trois jours, ils ont disparu.

Légèrement désemparé, par ce contretemps, Gardy redescend l'escalier, tombe sur Godard et le met au courant de la situation. Heureusement, la voiture des hôtes est encore là. Une solution apparaît : téléphoner à Nicole Besineau et lui donner rendez-vous au domicile d'une hôtesse chef d'Air Algérie. Le contact est pris, non sans mal, le rendez-vous est fixé. C'est alors qu'un nouveau contre-

temps survient. Godard constate qu'il a oublié dans le couloir de l'immeuble son imperméable et surtout sa serviette où se trouvent des papiers d'identité à son nom !

Dans le Cashah, de jeunes enfants jouent. Peut-être faisaient-ils partie, quatre mois plus tôt, de ces bandes joyeuses qui, à la tête des cortèges, brandissaient des drapeaux F.L.N. en criant : « Yahia Ferhat Abbas ! », spectacle qui avait révolté les paras venus du bled ; un spectacle qui devait ajouter à l'amertume et à la confusion qu'avait jetées dans leur esprit la politique algérienne du général de Gaulle.



un immeuble d'Alger le colonel Godard oublie son porte-documents

Les hôtesse se précipitent, reviennent une demi-heure plus tard, brandissant triomphalement le porte-documents. Il n'était que temps. Elles sont tombées sur tout un rassemblement de gens en contemplation devant la serviette et l'imperméable et qui se demandaient s'il ne s'agissait pas d'une bombe à retardement!...

La situation n'en reste pas moins peu encourageante. Nicole Besineau et son mari, officier au 1^{er} R.E.P., ne cachent pas leur étonnement. Personne n'est au courant de rien et il serait inconcevable de déclencher un mouvement dans la nuit. Par-dessus le marché, le commandant du 1^{er} R.E.P., le colonel Guiraud, est en permission en France. C'est Denoix de Saint-Marc qui le remplace, et il passe pour fort peu favorable à une action du type envisagé. On finit par se demander ce que Lacheroy a pu faire à Alger depuis une semaine. « Lafusser », probablement.

L'appartement était « grillé »

La seule solution est de le retrouver avec Degueudre. Nicole Besineau s'y emploie et, sur le coup de 22 heures, elle réapparaît, toujours au domicile de l'hôtesse chef, flanquée de Degueudre. Les choses s'éclairent un peu et on pousse un soupir de soulagement. L'affaire est ajournée de vingt-quatre heures. Lacheroy vient d'en prendre la décision en plein accord avec Challe, paraît-il. D'autre part, rien n'a pu être vraiment organisé sans la présence de l'ancien commandant en chef. Enfin, Degueudre prétend qu'il a informé Paris que l'appartement où les conjurés devaient se retrouver était « grillé » et qu'il avait indiqué un autre lieu de rendez-vous... Malgré toutes ces explications, Gardy et Godard s'étonnent que l'on ignore toujours le sort de Challe et de Zeller et

que rien n'ait encore été préparé pour l'exécution de la première phase du plan, c'est-à-dire la mainmise sur Alger.

Le lendemain matin, l'heure est à nouveau à l'optimisme. Vers 10 heures, les conjurés apprennent l'arrivée de Challe et de Zeller, la veille au soir, à Blida. Les deux chefs se trouvent maintenant dans une villa des Tagarins où ils ont établi leur P.C. Tout le monde se précipite et, dans la matinée, l'état-major de l'insurrection est là, au complet, avec Jouhaud, Gardy, Godard, Lacheroy, Broizat et Sergent. Challe, très maître de soi, met

leur conception générale de l'opération. « Il ne s'agit pas d'un coup d'État fasciste, se plaît à déclarer à plusieurs reprises, l'ancien commandant en chef. Je suis un démocrate », affirme-t-il.

Il s'agit avant tout de sauver l'Algérie en menant à son terme la lutte militaire, sans négliger l'action politique fondée sur la fraternité et sur la promotion musulmane. Certains points de ces déclarations n'en sont pas moins un peu fumeux, voire contradictoires. Il s'agit tout de même d'un coup d'État, puisque le but du mouvement est de renverser le régime.



Y. G. Berghs

tout le monde au courant de sa conception de l'affaire. Dans l'immédiat, le problème clé est celui du 1^{er} R.E.P. et du ralliement de Saint-Marc, qui a accepté une entrevue.

De fait, celui-ci arrive vers midi. Gardy lui fait alors un premier exposé du mouvement, avant de le conduire dans le bureau de Challe. Vingt minutes plus tard, Saint-Marc sort, convaincu et décidé. Une fois de plus, il saura se conduire en « grand monsieur ». L'adhésion du 1^{er} R.E.P. acquise, Godard et Sergent mettent au point, avec une rapidité et une précision remarquables, le plan d'opérations de la nuit suivante, avec la liste de tous les points à occuper : Délégation générale, P.C. de l'E.M.I., du C.A. d'Alger, Radio, palais d'Été. Le départ des unités de leurs cantonnements est fixé de façon que les objectifs soient atteints à peu près simultanément vers 2 heures du matin, le 22 avril. L'avantage de ce travail improvisé est que finalement le secret a été bien gardé.

A plusieurs reprises, au cours de la journée, Zeller et surtout Challe précisent

L'heure H est pour bientôt. Mais dans Alger endormi, peu de personnes le savent, bien que des histoires de putsch, de *clash*, circulent depuis quelque temps.

Mais, sur l'action en métropole, Challe se montre évasif. Au général Gardy, qui insiste sur l'envoi immédiat d'unités parasi en métropole, il se borne à répondre : « On verra... Il est impossible de le prévoir pour le moment... Ce serait très grave... On en reparlera dans quelques jours. »

En fait, Challe semble admettre la possibilité d'une coupure prolongée avec la France. Zeller est d'ailleurs chargé d'en étudier les répercussions économiques. Quant à la question des appuis extérieurs, là encore, rien de précis n'apparaît. En fin de compte, Challe paraît convaincu qu'une action énergique et déterminée en Algérie achèvera de ruiner le crédit du chef de l'État et provoquera une réaction salutaire en métropole.

Dans l'exécution, les directives sont plus nettes, même si elles comportent une forte part d'illusions. Tout doit être mis en œuvre pour éviter une effusion de sang.



J. L. Normand



“la chambre de bonne a été cambriolée...”

Il faut limiter les manifestations et ne pas faire appel à l'insurrection armée des civils. C'est par la persuasion ou l'intimidation que l'on ralliera les hésitants.

En fin de journée, Challe enregistre la proclamation qui sera diffusée à l'aube par la radio. Mais c'est avec répugnance qu'il se décide à ajouter « en liaison avec Salan ». De même, il admet difficilement que le nom de Salan figure à la fin du texte proclamant l'état de siège. Quant à Salan, ce n'est pas sans de véritables acrobaties qu'il réussira à gagner Alger. Ignorant que le mouvement avait été retardé de vingt-quatre heures, il ne se trouvait pas à l'écoute de la radio dans la nuit du 21 au 22 avril et il ne put capter le message convenu : « La chambre de bonne a été cambriolée ». C'est par le bulletin d'informations qu'il apprendra le déclenchement du mouvement.

Il n'y a plus maintenant qu'à attendre. Dans le P.C. des Tagarins, la journée

s'achève dans le plus grand calme. Simplement, vers 23 heures, un renseignement arrive du C.A. d'Alger. Le général Vézinet, ayant appris que des « activistes » venus de métropole s'apprêtaient à tenter une action, vient de donner l'ordre de doubler les postes de garde et d'observer une vigilance accrue...

Une entrée remarquée

A partir de minuit, l'impatience commence à grandir... 1 heure, 1 h 30, les premières unités mobilisées pour l'affaire ont dû commencer leur mouvement. Généraux et officiers restés jusque-là en civil commencent à endosser leur tenue militaire. Par les fenêtres ouvertes, les conjurés s'efforcent de distinguer les bruits. Rien, encore rien. C'est à partir de 2 heures que les premières rumeurs se font entendre, des bruits de moteur. Cette fois, ça y est.

A l'Amirauté, tout est calme. Pourtant, dans quelques instants, le 1^{er} R.E.P. sera maître d'Alger. La ville tombera comme un fruit mûr. Sans effusion de sang.

L'affaire est en cours. Les premiers renseignements commencent à arriver. L'un après l'autre les objectifs tombent sans résistance. Gendarmes, C.R.S., éléments militaires, se laissent désarmer sans la moindre réaction. La plupart des arrestations prévues s'effectuent tout aussi facilement.

Vers 3 heures, un intermède avec l'entrée fort remarquée du général de Saint-Hillier, qui ne cache pas sa colère d'avoir été arrêté par des hommes de sa division et qui, devant les témoins sceptiques, se livre à une profession de foi Algérie française. Toutefois, il ajoute : « Pour ce qui est de l'exécution technique de l'affaire, chapeau ! » Après un bref entretien avec Challe, il est conduit à Fort-l'Empereur sous bonne garde. En tout cas, vers 3 h 30, le succès est total. Alger est entre les mains des conjurés. **H**

Philippe MASSON

Les gorges de la ►
Chiffa, d'une beauté
spectaculaire, que
survole dans l'après-
midi du 22 avril le
colonel Goubard, en
route pour Alger où
il doit rencontrer
le général Challe
au quartier Rignot.



SOLITUDE DE CHALLE

Dans la zone Sud ►
algérois, que
commande le général
Arfouilloux, des
opérations de routine
sont en cours. Mais il
n'y a rien à signaler.
La région est calme.
L'insolite, ce 22
avril, vient d'Alger.



Il fait vraiment très beau, cet après-
midi, et le survol des gorges de la
Chiffa, en hélicoptère, est spectaculaire. Mais nous sommes le samedi
22 avril 1961 et je ne pense guère à jouir
du paysage. Le « putsch des généraux »
a été déclenché cette nuit et je vais à
Alger voir le général Challe.

A Médéa, ce matin, vers 5 heures, le
téléphone me réveille. Rien d'insolite car,
dans ce P.C. de la zone Sud algérois où,
depuis trois ans, j'ai été le chef d'état-
major, puis l'adjoint du général comman-
dant la zone et la 20^e division d'infanterie. ►

"nous ne sommes pas des généraux mexicains", déclare Challe

il a fréquemment sonné, et à toute heure de la nuit. Mais cette fois, correspondant inattendu, c'est mon chef lui-même, le général Arfouilloux. « Venez me voir de toute urgence. » Je prends quand même une minute pour jeter un coup d'œil au 3^e bureau « opérations ». La nuit a été calme. En plus des quelques opérations en cours ou prévues, le corps d'armée d'Alger a déclenché le plan Jupiter, qui prévoit le renforcement des effectifs dans la grande ville, où a été dirigé un des régiments de la zone. Est-ce cela qui motive la hâte du général ?

Fermement encadré

Je l'apprends vite. A peine l'ai-je rejoint qu'il m'annonce tout de go : « Le général Challe a pris cette nuit le commandement à Alger. Il m'a téléphoné. Il veut battre le fer à fond et conserver l'Algérie à la France. » Un large sourire m'éclaire. Quels que soient notre esprit de discipline et notre obéissance aux ordres, nous sommes pratiquement tous « Algérie française ». Mais les pensées arrivent en foule et à toute allure, et le sourire s'efface immédiatement. « Mais, mon général, c'est très grave : nous ne sommes plus au 13 mai. Et c'est même insensé : il ne peut pas réussir ! » Le général me donne d'autres détails. Après l'arrestation du général Gambiez, commandant en chef, et du général Vézinet, commandant le corps d'armée d'Alger, le général Arfouilloux reste le plus ancien du corps d'armée et le général Challe le presse d'en prendre le commandement. « Le plus urgent, avant que toute l'Algérie s'éveille, me dit Arfouilloux, c'est de prévenir les commandants de secteur et de leur donner des ordres. Dites au commandant du secteur de Médéa de venir ici immédiatement, je le mettrai moi-même au courant. Téléphonez à tous les autres. Mes ordres sont de mener les opérations prévues et de ne tolérer ni le moindre désordre ni la moindre infraction à la discipline. Je leur donnerai d'autres instructions dans le courant de la matinée, quand la situation sera mieux connue. Et prévoyez un rassemblement de tout l'état-major dès mon arrivée. »

Au cours de cette étrange matinée, les coups de téléphone s'échangent sans relâche. Nous nous apercevons vite que l'on peut téléphoner où l'on veut, à qui l'on veut. D'abord sur nos gardes, nous prenons rapidement de l'assurance, sans égard pour de possibles écoutes. Nous nous informons ainsi de la situation à Alger et de celle des autres zones du corps d'armée, mais aussi de zones plus éloignées. Et nous constatons vite une certaine distorsion entre les communiqués claironnants de Radio-Alger et la position réelle des zones.

On téléphone si bien que le général Olié, alors en inspection en Algérie et se trouvant dans le Constantinois, rappelle lui aussi au général Arfouilloux qu'il reste effectivement le général le plus ancien du corps d'armée d'Alger et qu'en l'absence du général Vézinet il doit en assurer provisoirement le commandement. Dans le même temps, Challe revient à la charge, sans menaces mais avec insistance. Vers midi, le général m'appelle : « Challe me demande d'aller prendre contact avec lui cet après-midi à Alger. » La décision est grave. Si Arfouilloux se rend à cette invitation, cela peut être considéré — et sera certainement présenté par Alger — comme un ralliement ; il a toutes les chances d'y perdre sa liberté d'action, à laquelle il tient essentiellement, et peut-être sa liberté tout court. S'il rompt tout contact, Challe en tirera la conclusion ; or Alger n'est pas loin et il s'y trouve des troupes favorables au putsch. Une solution moyenne, qui consisterait à traiter de puissance à puissance et à se rencontrer à mi-chemin d'Alger et de Médéa, est vite écartée. Finalement, le général rentre chez lui pour déjeuner et surtout pour réfléchir.

Il revient à 15 heures. « Je n'irai pas à Alger. Mais contrer Challe de front

sement reçu, mais fermement encadré par des « commandos », je suis invité à monter dans une voiture qui m'emmène rapidement au quartier Rignot, siège de l'état-major de la X^e région. Re-commandos, impeccables et froids, vérifications et je suis introduit dans une salle d'attente où je me trouve au milieu de quinze à vingt civils. Je n'en reconnais aucun. Les uns sont certainement des journalistes. Ceux qui paraissent bien se connaître sont les plus nombreux. Excités et irrités, ils parlent haut et fort : « Comment ! préparer une action pareille sans nous consulter ! Et nous ne sommes toujours pas dans le coup ! Moi, j'apporte des hommes, moi des armes, moi des renseignements, nous sommes prêts à marcher, et le général Challe ne nous reçoit même pas ! Les militaires ont l'air de ne pas vouloir de nous, ils veulent faire l'affaire tout seuls... »

Sur un plateau

Mais je n'entends ces réflexions que pendant deux ou trois minutes, car on vient très vite me chercher pour me conduire dans le bureau du colonel Cousteaux, chef du 3^e bureau. Nous sommes de vieilles connaissances, mais à peine



Col. Goubard

A gauche : le colonel Goubard. A droite : le général Arfouilloux. Le général ne se prononce pas sur le mouvement de Challe, mais il aimerait savoir sur quoi « ça débouche ». Extrême droite : Hydra. En haut à droite : les moutons, richesse de l'Algérie. Les conjurés comptent beaucoup sur eux pour résoudre les problèmes du ravitaillement des troupes et de la population.



Depardieu/Reizis

comporte trop de risques : coup de main possible sur Médéa et, qui sait, choc sanglant entre troupes des deux bords, ce que je veux éviter à tout prix. Et puis je tiens à savoir ce que Challe a dans le ventre. Alors, c'est vous qui irez le voir. »

Cette fois, mon sourire est plutôt jaune. « Mon général, vous permettrez au moins que j'emporte un rasoir dans ma poche. » Mais il me précise bien que je ne dois pas courir le risque d'être retenu à Alger. D'ailleurs, Challe a promis.

Dès l'atterrissage à Hydra, vers 16 h 30, j'ai cependant l'impression désagréable d'être dans une situation instable. Courtoi-

avons-nous le temps d'échanger quelques paroles que voici le général Challe.

Il n'a pas changé. Vêtu de la tenue d'été kaki clair, ornée du prestigieux placard de ses décorations, col ouvert, il a cet aspect puissant, calme, aisé, qui dénote ses magnifiques capacités. Cet aviateur a été adopté comme leur « patron » par les terriens qui, à mesure qu'ils l'ont mieux connu et apprécié, ont ajouté au respect qu'ils devaient à ses étoiles l'estime et même l'affection.

Le général parle. Nous sommes pratiquement seuls, car Cousteaux, constamment appelé ailleurs, est un personnage à éclipses. Il y a bien, dans un coin de la



pièce, un colonel d'artillerie qui m'est inconnu, mais il cherche tellement à se confondre avec la muraille qu'il y réussit parfaitement.

D'ailleurs, s'il n'en mène pas large, moi non plus. Cependant, Challe est très amical

— Comment va Arfouilloux? Il me comprend j'en suis sûr?

Précisément, mon général, il m'a chargé d'un message qu'il m'a prié de vous repeter

Avant de quitter Médéa, en effet, j'avais demandé au général Arfouilloux ce qu'il convenait de dire à Challe. Et j'avais pris note d'un message soigneusement pese

qui, tout en évitant de fournir à Challe tout prétexte à irritation, ou à une action contre Médéa, ne pouvait pas lui laisser d'illusions sur le comportement loyaliste des troupes de la zone

Oui, oui, dit Challe qui a écouté assez distraitement, mais vous nous connaissez, votre général et vous. Voyons, nous ne sommes pas des généraux « mexicains » Nous n'avons pas l'intention de créer ici un gouvernement, sous quelque forme que ce soit. Nous avons encore moins celle de mener une action contre Paris, de renverser le gouvernement légal. Nous sommes des militaires venus régler un problème militaire et si j'ai une ambi-

tion, ajoute-t-il avec chaleur, la voici apporter l'Algérie à la France sur un plateau d'argent

Challe commence à développer les raisons qui font que l'Algérie doit rester française, mais je l'interromps : je les connais. « Vous voyez bien, me dit-il, vous êtes des nôtres. » Hélas! non, mon général, dis-je *in petto*, je ne suis pas « des vôtres » aujourd'hui. Sentimentalement, je vous comprends. Mais j'ai choisi, et depuis longtemps — et les ultras du 13 Mai m'y ont aidé — de rester fidèle à mon devoir de serviteur de l'État. C'est là qu'aujourd'hui je ne peux plus vous suivre

Mais Challe, debout en face de moi, sans changer de place, sans presque faire un geste — il ne fume même pas sa pipe légendaire — reprend son discours

Notre décision a été mûrement pesée et réfléchie. Nous ne l'avons prise que lorsque nous avons été certains, sur la foi de nombreuses informations, que l'idée maîtresse, c'était d'abandonner l'Algérie au seul F.L.N. Et que nous avons su que la masse musulmane, après un moment d'hésitation, a rendu toute sa confiance à l'armée française et paraît maintenant inquiète de cette mainmise totale du F.L.N.

» Alors, nous avons estimé qu'il était temps de jouer la carte que nous devions

l'échec est certain...

jouer, la toute dernière carte possible pour la sauvegarde de la patrie et pour l'honneur de l'armée.

» Nous y avons engagé (et le ton devient grave) non seulement le poids des personnalités que nous sommes, mais aussi nos propres personnes, nos familles et jusqu'à nos existences, car nous pensons bien que si nous échouons, ce sera pour nous la fin.

Le général Jouhaud entre dans le bureau et écoute Challe, qui continue.

— Nous voici installés à Alger sans coup férir. C'est un succès où je ne suis d'ailleurs pour rien, car ce n'est pas moi qui l'ai préparé. Quels sont maintenant les développements possibles? Je n'en vois guère que deux.

» Ou bien toute l'armée d'Algérie se rallie à moi plus ou moins rapidement. Dans ce cas, je mène contre les rebelles une lutte intense et je compte gagner la guerre en trois ou quatre mois. Alors, je me trouverai en position favorable vis-à-vis de la métropole. Car je pense que l'opinion publique française, qui n'a qu'un souci en tête, la fin de cette guerre sous quelque forme que ce soit, aura ce qu'elle désire et passera de mon côté, ce qui me permettra d'avoir du poids sur le gouvernement afin qu'il infléchisse sa politique algérienne. Quant à l'opinion internationale, devant une volonté aussi clairement et fermement exprimée, elle ne pourra que s'incliner.

Un enjeu important

» Deuxième hypothèse, l'armée d'Algérie ne se rallie pas à moi et je me trouve dans la position de départ qui est la mienne aujourd'hui. J'occupe Alger et sa banlieue, voire la Mitidja avec quelques régiments qui me sont fidèles, que vous connaissez et dont le nombre d'ailleurs est en train de s'accroître. A ce moment-là, je peux ou bien me servir d'Alger comme d'une tête de pont d'où je grignoterai peu à peu mes voisins, et en cas de réussite je rejoins, avec un certain retard il est vrai, la solution précédente: ou bien c'est moi qui, au contraire, suis attaqué, et, dans ces conditions-là, j'utiliserai Alger comme réduit, le dos à la mer, jusqu'au bout.

» Vous voyez bien, conclut Challe d'un ton toujours aussi calme mais ferme, qu'il n'y a pour nous que deux solutions, le succès ou le sacrifice.

Il a fini. Il a été émouvant, mais non pas convaincant ni persuasif. Est-ce parce que je perçois la discordance entre la situation voulue, affirmée, et la réalité? Y a-t-il autre chose? Je l'observe. Il est bien égal à lui-même, conscient sans orgueil de ce qu'il représente, sûr de sa force. Mais si sa forme physique est visi-



blement excellente, les petits coups de griffe au coin des yeux sont plus creusés, ses traits sont tirés, une sorte de pesanteur apparaît. J'apprendrai plus tard qu'il n'a guère dormi depuis deux nuits. Mais pour un homme de sa trempe et de sa vigueur ce n'est pas une explication suffisante. Challe, qui, d'habitude, réussit si bien à communiquer sa chaleur et sa flamme, a-t-il perdu ce don? Ou bien

Mais à mon tour de parler. Tout cela me paraît un peu utopique.

Mon général, en mai 1958, il y avait à Alger une volonté et une force, tandis qu'à Paris il n'y avait ni vouloir ni pouvoir. Aujourd'hui, c'est dans la capitale que se trouvent la puissance et la fermeté. Comment, dans ces conditions, pensez-vous réussir?

Mais, me répond Challe sans grande

ardeur, nous avons en France de nombreux amis et sympathisants qui vont, je pense, se manifester et retourner l'opinion publique. Et puis il n'est pas possible que le gouvernement ne comprenne pas le sens profond de notre action, encore une fois au service de la patrie, et n'en tienne pas compte dans sa politique algérienne.

Soyons plus net.

Est-ce que ce soir, cette nuit, demain matin, mon général, est-ce qu'à bref délai en tout cas, nous devons nous attendre, à Paris, à une action analogue à celle que vous venez de mener à Alger?

Je vous l'ai déjà dit, il n'en est pas question, prononce alors catégoriquement Challe.

— Et les appuis à l'étranger? Et les finances?

— Nous n'avons pas mis l'étranger



Le colonel Goubard (ci-dessus) qui, au cours des nombreux et sympathiques méchours de la 20^e D.I. (à gauche), n'avait sans doute jamais songé au rôle que le mouton serait appelé à jouer dans les plans du général Challe. À droite, le général Vézinet, commandant le corps d'armée d'Alger. Un fidèle gaulliste que les conjurés, après une arrestation assez mouvementée font transférer à l'hôtel Transatlantique à In-Salah.



dans notre confiance, vous le pensez bien. Mais nous savons que le Portugal et l'Espagne partagent nos opinions et même que de nombreux camarades américains, dans les états-majors interalliés, sont de notre avis. Quant aux finances, là, nous avons été déçus, dit franchement le général Challe; nous n'avons trouvé dans les banques que quelques devises espagnoles. Mais l'Algérie est riche et nous travaillons pour elle, il faudra bien qu'elle nous aide.

— Mais la logistique? Je crois savoir, mon général, que les approvisionnements sont limités. Selon leur nature, ils représentent peut-être six à dix semaines de consommation et même trois semaines seulement, si je suis bien informé, pour le carburant. Or vous pensez terminer les opérations militaires en trois ou quatre

mois. Mais il est évident que la métropole coupera les vivres à l'Algérie. L'argent manquera. Et ce ne sont pas seulement les forces armées, mais une population civile de dix millions d'habitants qu'il faudra ravitailler.

Je m'attends un peu que Challe montre de l'humeur devant mes questions. Mais il fait preuve d'une patience infinie. L'enjeu est important, sans doute. Ce n'est pas moi qui compte, mais à travers moi, il veut rallier à sa cause le général Arfouilloux. Si celui-ci cède, c'est tout le corps d'armée d'Alger qui peut basculer et se ranger de son côté. Du moins semble-t-il l'espérer. Aussi me répond-il toujours calmement, bien que l'on sente la tension qui l'habite :

— Je sais bien que nous aurons des difficultés. Mais je suis plus optimiste que vous en ce qui concerne le niveau des approvisionnements. Et tout le monde se restreindra pour laisser la priorité aux besoins opérationnels. Non, c'est bien un problème, mais nous le surmonterons.

Le général Jouhaud, qui, depuis son arrivée, a écouté, debout lui aussi, massif, immobile, silencieux, paraît agacé par mes objections et ajoute avec une certaine vivacité :

— Eh bien, nous mangerons les moutons. Il n'en manque pas de moutons en Algérie, hein? Et quand il n'y aura plus d'essence, nous marcherons à pied!

— Il est certain, mon général, que le mouton ne manque pas; nous en avons quelque deux millions rien que sur les hauts plateaux de la zone Sud algérois. Mais la marche à pied? Nous savons bien, nous les terriens, que c'est le seul domaine où les fellaghas montrent sur nous une imbattable supériorité et que nous ne la compensons que grâce à nos camions, à nos hélicoptères, à nos avions

Mais à quoi bon? D'ailleurs, l'entretien se termine. Challe redevient souriant, chaleureux, pressant :

— Remontez voir Arfouilloux. Dites-lui combien je regrette qu'il ne soit pas venu lui-même, je l'aurais persuadé. Mais vous avez compris, j'en suis sûr, pourquoi nous menons cette action. Persuadez-le à votre retour. Faites-lui comprendre tout l'intérêt qu'il a à accepter le commandement du corps d'armée d'Alger que je lui offre. Vous verrez, nous gagnerons la partie et nous conserverons l'Algérie à la France.

Je suis plus réservé, mais je lui promets de rapporter fidèlement ses paroles à mon chef.

Challe me serre la main et regagne son bureau, où il va retrouver d'autres soucis. Cousteaux me raccompagne en me disant :

— Surtout, évitons que le sang ne coule entre soldats de la même armée.

— Bien sûr, lui dis-je, mais cela dépend d'abord d'Alger.

Je rejoins mon hélicoptère et, pendant le vol de retour, je griffonne quelques notes pour ne rien oublier de ces paroles si fraîches dans ma mémoire. Mais je suis abasourdi. Ce matin, nous pensions avec le général Arfouilloux qu'une rébellion d'Alger contre Paris était, dans son principe même, vouée à l'insuccès à plus ou moins bref délai. Ce soir, je n'ai aperçu en outre qu'improvisation et impréparation. L'insuccès est certain et l'échéance ne paraît pas très lointaine : trois, quatre semaines? Comment Challe, si averti, si pondéré, s'est-il lancé dans cette aventure?

Sans appuis ni argent

Un peu après 18 heures, je retrouve le général Arfouilloux qui, pendant une demi-heure, m'écoute en silence restituer, sans que j'ajoute la moindre remarque, la conversation que j'ai eue avec Challe. Mais il en tire rapidement la conclusion :

— C'est invraisemblable! Leur affaire ne peut pas réussir! Écoutez, mettons-nous à la place du général Challe. En bonne stratégie, ce sont les points forts qu'il faut attaquer et non les points faibles, qui tombent aisément. C'était Paris — ce qui est inconcevable — et non Alger, où il était facile de réussir le premier acte. Et puis sans appuis, sans argent, sans arrières, ils vont vers l'échec. Comment Challe a-t-il pu se fourrer là-dedans?

— J'ignore comment l'affaire a été montée, lui dis-je. Mais si le général Challe ne m'a pas convaincu, ce n'est pas seulement parce que je suis arrivé logiquement aux mêmes conclusions que vous, c'est aussi parce que, pendant tout l'entretien, il m'a donné nettement l'impression de ne pas croire lui-même au succès de son entreprise. »

Général GOUBARD



LES FORCES DU GÉNÉRAL CHALLE

Tous phares allumés, les camions du 1^{er} étranger de parachutistes foncent dans la nuit de printemps algéroise. Derrière les jeeps du P.C. — commandant Elie Denoix de Saint-Marc — trois compagnies ont quitté la base de Zéralda à 0 heure le 21 avril. Destination Alger. Objectif : s'emparer de la ville et y installer

quatre généraux en rébellion contre Paris. Le putsch est commencé

Dans la jeep de tête se tient le capitaine Sergent, qui, au premier barrage de gendarmerie, parlemente et passe « en douceur ». Les autres barrages, ceux qui entourent la Ville blanche à la hauteur de sa banlieue, il faut les forcer. En quel-

ques secondes les bérets verts, descendus des camions, enlèvent d'autorité herbes et barbelés. Et en route... Les gendarmes s'écartent. Comment résister à ce flot impétueux qui soudain les déborde ? A quoi bon tirer ?

A l'entrée d'Alger une voiture à fanion barre la route. Un petit homme à binocle, à képi étoilé, en descend. C'est le général Gambiez, le patron de l'armée d'Algérie !

— Arrêtez ! Je suis le commandant en chef ! Je vous donne l'ordre de faire demi-tour.

De la jeep de tête, un lieutenant se penche et lance :

Vous n'êtes plus rien. Nous n'avons rien à faire de vos ordres... Challe et Zeller sont arrivés. C'est à eux que nous obéissons

De mon temps, les lieutenants ne

Tébessa, où le commandant de zone refusera jusqu'au bout de rallier l'insurrection



Échec aussi à Bône, où le commandant de zone restera fidèle au gouvernement



« Alger, vu de Fort-l'Empereur. La ville s'éveille lentement. Le ciel est pur. Le week-end sera chaud. Les plages attendent leur lot habituel de baigneurs. C'est alors que les « lève-tôt » apprennent l'incroyable nouvelle : Alger est aux mains des paras. L'armée a pris le pouvoir »

Elie Denoux de Saint Marc, commandant par intérim du 1^{er} R.E.P., un officier qui, par sa simple présence, électrise les hommes. Que va-t-il faire ? Par lui, le régiment sera soulevé comme un seul homme sans lui, une ombre sera jetée sur l'entreprise. La réponse du commandant est oui



« Le capitaine Sergent en tête de la 1^{re} compagnie du 1^{er} R.E.P. : le type même du para « pur et dur » Garder l'Algérie, c'est, pour lui, lutter contre le communisme auquel la France, à chaque reculade, cède la place avec un empressement qui, à ses yeux, ressemble fort à une trahison. Il est l'un des principaux artisans de l'engagement de son régiment dans le putsch. »

répondaient pas ainsi aux généraux, répond Gambiez, rouge de colère

De votre temps, les généraux ne vendaient pas l'Algérie française, rétorque le jeune officier.

Et la colonne poursuit sa route à tombeau ouvert

2 heures. Silencieux, sur leurs semelles de caoutchouc, les légionnaires-parachutistes s'infiltrèrent doucement dans la ville endormie. Chaque section sait ce qu'elle doit faire. Les hommes ont étudié les plans détaillés des bâtiments publics dont ils doivent s'emparer, ceux des villas où résident les personnalités civiles et militaires à neutraliser, des installations à contrôler... L'effet de surprise est total. De partout des ombres surgissent soudain,

bondissent sur les C.R.S. ou les gendarmes de garde, les désarment, les embarquent dans les camions. Pas une seconde n'est perdue.

Tout dort au palais d'Été lorsqu'un groupe de choc franchit le mur, surprend la garde, se glisse à l'intérieur. Le délégué général Jean Morin et son hôte, Robert Buron, sont consignés dans leurs chambres, tels des gamins punis, un légionnaire devant chaque porte

A Fort-l'Empereur, la citadelle installée sur les hauts de la ville, le préfet de police Jannin est déjà averti que des mouvements de troupes suspects ont été constatés dans Alger. Mais il n'a pas le temps d'aviser. Un officier de parachutistes se présente pour parlementer. La porte de

fer s'ouvre. Des hommes s'engouffrent dans l'entrebâillement. Le préfet est capturé.

Sur le Forum, les soldats insurgés se heurtent de nouveau au commandant en chef, Fernand Gambiez. Il les interpelle, les somme de rebrousser chemin. Il tempête... On l'embarque, le canon d'un fusil dans le dos

A la caserne Pélissier, le général Vézinet, commandant le corps d'armée, est entouré de son état-major. C'est l'effervescence. De toute évidence, l'alerte vient d'être donnée. Le capitaine Sergent fait irruption avec quelques-uns de ses hommes. Vézinet, gaulliste inconditionnel, veut s'opposer aux « bérêts verts ». Le lieutenant Godot le ceinture. Dans la bousculade, un portrait de De Gaulle accroché au mur tombe et se brise... Vézinet va rejoindre Gambiez en prison.

L'aérodrome de Maison-Blanche est investi. Les télécommunications sont coupées avec la métropole, les stations émettrices contrôlées par les insurgés. Quelques civils — on assure qu'ils appartiennent à « Jeune Nation » — guident certains détachements vers leurs objectifs. Tout se passe « en douceur ».

Sauf à Ouled-Fayet, où une « bavure » se produit. De garde à la porte de l'émetteur, le maréchal des logis Pierre Brillant est tué d'une rafale, alors qu'il braque son fusil en direction des assaillants

Les nouveaux maîtres de la ville ouvrent les portes des prisons et des camps, font sortir les détenus, y enferment les opposants à leur mouvement. Un peu plus tard, on verra se promener en ville Peintre et Dauvergne, les assassins de M^{re} Popie.

État de siège

Vers 3 heures, Alger est tombé. Au quartier Rignot, siège de l'état-major interarmées, Challe ayant à ses côtés Jouhaud et Zeller, téléphone à Gouraud qui commande le corps d'armée de Constantine

— Nous venons de prendre Alger. Tout s'est bien passé. Nous comptons sur vous, Gouraud... C'est entendu, n'est-ce pas ?

— Bien sûr, bien sûr, je vous suis, répond-il.

Challe se tourne, satisfait, vers les assistants et leur annonce la bonne nouvelle

Le reporter Alain Raymond, qui couvre l'Algérie pour « Europe 1 », est le premier journaliste à comprendre qu'un coup de force a eu lieu. Faisant le tour d'Alger au volant de sa voiture, à 5 heures, il voit des paras installer des mitrailleuses sur le seuil du palais d'Été. Au commissariat de police du boulevard Baudin, les habituels cars de C.R.S. sont là rangés pare-chocs contre pare-chocs. Mais ils sont bourrés de civils en tenues disparates, sac de camping au dos. Et partout

Suite page 2688



Paysage de Grand Khoris. Au fond,
des montagnes échiquetées. Devant,
sauvages, se découpent dans un ciel,
transposées au premier plan, des
nacelles géantes qu'irradie le soleil.

Nos lecteurs écrivent...



Fort Saint-Louis, près de la frontière algéro-marocaine, un de ces petits postes fortifiés où la vie se déroule, monotone...

Je vous écris pour répondre à la lettre d'un de vos lecteurs, qui a paru dans le n° 86 (Courrier des lecteurs, page 5)

Je commencerai par dire que les fautes que les Français d'Algérie ont pu commettre, ils les ont durement expiées et même au-delà de ce qu'ils méritaient.

L'honorable correspondant parle de « ségrégation impitoyable ». Il ignore que les autochtones commençaient par pratiquer la ségrégation à l'égard

des non-musulmans, en se regroupant dans des quartiers, pour préserver leurs coutumes!

Mais il existait en Algérie une vie publique à laquelle participaient tous les éléments de la population. Les musulmans avaient accès aux transports publics, aux stades, aux cinémas, aux cafés... Ce qui ne fut pas toujours toléré dans certains autres pays.

D'autre part, il y a dans l'histoire sociologique de l'Algérie

un fait qui est frappant, mais qui échappe à ceux qui furent surpris de l'état de stagnation dans lequel croupissaient les Arabo-Berbères. C'est l'évolution de la population juive par rapport à l'immobilisme des autochtones. Quand l'Algérie était une colonie turque, les juifs étaient asservis par les Turcs et par les Arabes. Lorsqu'ils furent intégrés dans la communauté française, en 1871, ils évoluèrent très rapidement, au point de

La vérité des deux côtés...

► s'assimiler entièrement aux Européens, tout en observant fidèlement leur religion et leurs traditions. Pourtant, les pouvoirs publics ne favorisèrent pas plus les juifs que les Berbères ou les Arabes! Ces derniers surtout, pour des motifs d'ordre social et religieux, ne voulurent pas faire l'effort nécessaire pour se hausser au niveau des Européens. La façon dont ils réagirent aux premières tentatives de scolarisation de leurs filles est caractéristique à ce sujet!

Fallait-il employer la contrainte? Le problème est beaucoup plus complexe qu'il ne le semble.

Les autochtones ont été sensibles à la civilisation française, comme leurs ancêtres avaient été sensibles à la civilisation romaine. C'est pourquoi Fustel de Coulanges a écrit : « Les Gaulois eurent assez d'intelligence pour comprendre que la civilisation valait mieux que la barbarie. Beaucoup d'Africains ne le comprirent point. Ils préférèrent l'oisiveté et la misère au travail et à l'aisance. »

M. A. B...,
91240 St-Michel-sur-Orge

★

... Jeune appelé du contingent de la classe 59 1/A, je me rends compte que j'avais, avec mes yeux de vingt ans, une idée tout à fait superficielle, sinon nulle du problème algérien.

Je voudrais tout de même vous faire quelques remarques et tout d'abord, pourquoi ne pas donner plus de place à des articles et des témoignages d'Algériens qui étaient *djounoud*, combattants de l'A.L.N. Ils sont tout de même rares et donneraient plus d'objectivité à votre revue.

De plus, je trouve que vous ne parlez pas assez de ces appelés, voués à eux-mêmes, « parachutés » dans un poste isolé après quelques mois de classes en France et dont le dépaysement fut total.

J'étais sergent (appelé) à Bou-Madi, poste situé en Grande Kabylie, commune d'Afir, en bordure de la forêt



de la Misrana; forêt où logeait le commando zonal A.L.N.

Dans ce petit village, peu de gens avaient vu un Français avant l'arrivée des militaires. Nous étions sept ou huit jeunes appelés du 9^e R.I.Ma., deux ou trois harkis et quelques « F.S.N.A. » comme on les appelait alors, à vivre la vie des commandos : patrouilles de jour et action psychologique, embuscade la nuit. De plus, pour « améliorer l'ordinaire », quelques grosses opérations nous laissaient trois ou quatre jours sur le terrain avec quelquefois deux jours de vivres... Après cela, retour au poste où nous récupérions dans la grande chambre qui servait en même temps d'écurie à nos mulets. Nous étions ravitaillés, avec nos mulets bien sûr, deux fois par semaine, un seul robinet d'eau alimentait et le poste et le petit village de Bou-Madi dont nous avions la garde (éclairage à la bougie ou à la lampe à gaz qu'il fallait surtout économiser).

En plus de notre armement individuel, nous n'avions qu'un seul F.M. et que de fois, la nuit venue, chacun de nous s'est trouvé à son poste de combat « le c... à l'air », lorsque la sentinelle avait vidé son chargeur de « traçantes » sur quelques

...en cours des jours interminables, quand aucune opération n'est prévue, on écrit son courrier, on rêve...

«fellouzes» subitement évaporés. Il fallait gicler de son lit... Il en allait de la vie de chacun.

Pour nous tous, « amitié » n'était pas un vain mot, chacun de nous se soutenant mutuellement dans les moments de cafard...

M. R. M...,
31000 Toulouse

★

Je suis un appelé du contingent et chaque semaine je lis avec beaucoup d'intérêt votre *Historia Guerre d'Algérie*.

Seulement, j'aurais aimé que vous parliez un peu plus de ces appelés qui faisaient leur devoir de Français et non pas trop des F.L.N. que l'on considère comme des résistants, car il ne faudrait quand même pas les confondre avec ce que fut notre résistance française. Ils n'étaient pas à la hauteur de nos maquisards.

J'étais à la 634^e C.C.H. stationnée à Tlemcen, département d'Oran; c'était une compagnie détachée du 152^e B.T.

Eh bien, croyez-moi, ces appelés faisaient leur devoir : gardes, patrouilles jour et nuit, routes en tout genre avec les risques de tomber soit en ville par attentat, ou entre deux montagnes dans une embuscade, etc.

M. R. M...,
74140 Bons-en-Challais

★

Votre revue *la Guerre d'Algérie* va bientôt prendre fin. Quel dommage! Je vous lisais volontiers, je cherchais surtout dans les photos les coins où j'avais vécu. Mon cœur est aussi déchiré qu'au jour de notre départ. Une plaie qui ne se fermera jamais. Si la politique ne s'était pas mêlée du problème, nous serions encore là-bas, heureux de vivre sur notre sol natal. De Gaulle a fait notre malheur. Il n'a jamais dévoilé sa pensée, qui était celle de l'abandon. Hier soir à la télé



...au cœur du djebel, le radio est la seule liaison avec le monde extérieur : alerte, renseignements, secours...

Guy Mollet a bien défini son caractère

Pied-noir, je ne me sens pas responsable des événements. Seuls ceux qui faisaient les lois portent cette lourde tâche. Et qui faisait ces lois? Nos dirigeants métropolitains.

Je suis d'accord avec votre correspondant du *Courrier des lecteurs*, C. L..., 27300 Bernay : faites parler les généraux Challe, Jouhaud... Publiez la déclaration de Bastien Thiry (2 février 1963). Il y a tant à dire encore. La meilleure partie de nous-même est restée de l'autre côté, notre terre, nos morts, les fleurs, les arbres. Notre être tout entier est tourné vers ce qui restera toujours notre pays natal depuis, pour ma famille, 1832, date à laquelle le père de mon grand-père maternel quitta son village du Tarn à trente-deux ans, pour s'installer à Condé-Smendou (Constantine) où il a fait souche.

Je ne suis pas d'accord avec votre correspondant M. C..., 56210 Coëtquidan. Je crois que le progrès profitait à tous, partout où on pouvait y accéder. Si la France avait fait plus de routes et l'Algérie est si grande et si montagneuse!

Mon plus grand désir serait de revoir mon pays, les fleurs, les

champs de blé (s'il y en a encore), toucher de mes mains cette terre que j'aime. Ici, en France, je me sens étrangère (et il y en a tant), je n'arrive pas à m'attacher à cette terre où je ne suis pas née. A soixante ans, on ne peut pas oublier... De Gaulle ne nous aimait pas : « Ils souffriront », a-t-il dit un jour en parlant des pieds-noirs et des fidèles à la France. Le F.L.N. n'a pas gagné la guerre. De Gaulle leur a donné l'Algérie, une partie de la France, sur un plateau. Et ses mains étaient pleines de sang.

X...

A l'époque où se déroulait le conflit, j'étais encore enfant et ne pouvais donc comprendre et m'intéresser, de près, à cette guerre.

Quatorze ans après, je me souviens et essaie, en lisant votre revue, de deceler les faits en profondeur.

On ne peut refaire l'Histoire en critiquant à outrance, certes.



...pendant que la sentinelle veille à son poste, les yeux rivés sur l'horizon immobile, guettant tout mouvement suspect...

Précisions pour l'Histoire...

► tâchons plutôt de la comprendre et surtout de comprendre ceux qui l'ont faite.

Je rends ici hommage à tous ceux qui ont rédigé cette publication avec objectivité.

M. J. P..., 27620 Gasny

★

Au sujet de l'article paru dans le n° 317, concernant le réseau Jeanson, j'ai été réellement stupéfait d'apprendre qu'il y avait des Français qui soutenaient le F.L.N. A l'époque, je n'ai jamais entendu parler de ce genre d'affaire.

Mais là où je suis franchement écœuré, c'est que des gens comme Vercors ou des professeurs puissent comparer l'action des gens du F.L.N. aux résistants de la dernière guerre. Ces messieurs prennent vraiment les autres Français pour des imbéciles. Il me semble qu'ils oublient qu'en 1940 la France était envahie et occupée par les Allemands. Et d'après l'Histoire, cela faisait cent ans que la France était présente en Algérie. Donc, je ne vois pas le rapport entre certains assassins du F.L.N. et ladite Résistance.

Et prétendre qu'en enrôlant de force par chantage, meurtre

— TÉMOIGNAGE —

Ces pages, extraites d'un carnet de route, évoquent l'ambiance d'une compagnie de harkis.

« Mon lieutenant, cette pierre a bougé! »

J'ai envie de répondre : « Et alors? » Après tout, n'est-ce pas normal que, dans ce chaos du massif de l'Ouarsenis, où circulent des troupeaux, des bêtes sauvages, des troupes du maintien de l'ordre, des fellaghas, une grosse pierre, sur une route — si on peut appeler cela une route — ait été déplacée? Seulement, voilà! Si lui, le harki, lui, l'homme de la montagne, l'homme de cette montagne, prend le soin de me le dire, c'est qu'il y a quelque chose d'anormal. Et ma foi, dans cette guerre qui dure, nous avons toujours l'esprit en éveil, à chaque instant.

« Halte! » La troupe s'arrête et, dans le plus complet silence, chacun cherche, chacun surveille, chacun reste aux aguets, car cet arrêt, à cet endroit, ne semble logique à personne.

Des jours et des nuits de patrouille, de marche, d'embuscades, ont aguerri ces hommes et, instinctivement, des points d'appui sont occupés pendant qu'on cherche des caches éventuelles et je m'approche de cette fameuse pierre.

Sans l'œil exercé de ce harki

éclairé, bien sûr, je n'aurais rien vu pas plus que mes sous-officiers. Pourtant, je ne décèle rien autour de la pierre, pas de trace, pas de fil, pas d'objet anormal pour l'endroit. En introduisant mon couteau sous la pierre pour maintenir une pression au sol lorsque je l'enlèverai, je ne sens rien. Impossible de déranger le service des équipes spéciales pour un déminage incertain, ce qui immobiliserait d'ailleurs ma progression, quand Ahmed vient à moi et me dit : « Chouf » (regarde). Sur la piste, face à la pierre, mais de l'autre côté, le harki a creusé avec ses doigts quelques centimètres et je vois la bombe.

C'est un obus de 105, enfoui dans le sol avec un système de mise à feu à pression, mais légèrement à l'écart de la piste. Les troupes à pied ne risquaient pas de faire déclencher le système, mais un véhicule lourd aurait inévitablement fait un léger écart pour éviter la pierre et l'obus aurait explosé.

C'est la vie de plusieurs hommes qu'Ahmed vient de sauver. C'étaient peut-être des gars du contingent, c'étaient peut-être des musulmans, nul ne le sait. C'était sûrement le premier camion chargé...

La semaine précédente, à la suite d'un léger accrochage par une patrouille de nuit, nous



étions sortis pour donner la chasse et, sur le parcours, Ahmed avait trouvé une écharpe. Quoi de plus innocent que cet objet trouvé à terre, en pleine nuit? Qui ne l'aurait ramassé? Eh bien, lui, Ahmed, dans la nuit la plus obscure, il a tâté cette écharpe et il a trouvé au bout le mince fil de nylon relié au détonateur de l'obus de 155. Cette fois, placé à l'endroit précis où l'instruction en campagne est donnée depuis quelques jours aux nouvelles recrues musulmanes. Tu n'es plus là aujourd'hui, Ahmed, pour jouir en repos et en paix de toutes les petites victoires individuelles qui ont contribué au maintien de la paix dans ton secteur, car tu as été assassiné le jour de ta libération...



«...et toujours, pour chaque poste, les deux mêmes éléments essentiels se retrouvent : le tour de guet domine le djebel, désert, apparemment...

et terreur les Algériens voulaient l'indépendance, c'est vraiment insensé et difficile à admettre.

Un passage parle de la torture du fait de l'armée française. Seulement, les familles égorgées et torturées par le F.L.N., les gosses mutilés par les bombes, c'est peut-être une action justifiée?...

Il n'est pas permis à des gens pareils de porter un jugement à l'encontre de l'armée française,

dans toutes les guerres il y a eu des tortures et ce sera pareil dans cent ans.

M. L. H..., 68690 Moosch

★

Dans le n° 311, Albert Paul Lentin nous trace un portrait très intéressant du colonel Boumediene. M. Lentin nous dit que Boumediene est né à Guelma. Ayant passé deux années à Guelma récemment, j'ai toujours entendu dire que le président était né à Héliopolis, charmant petit village situé sur l'autre rive de la Seybouse à

les rations, on ne les mange pas, il fait trop chaud. Il faut attendre, toujours attendre. Soudain quelque chose a changé. Un minuscule caillou est tombé près de moi. Immédiatement, je cherche l'auteur. Je ne vois rien. Un deuxième caillou me donne la direction. C'est un harki qui me signale l'arrivée de quelque chose, de quelque'un. Je n'ai pas un geste à faire, tout est prêt et j'attends. Les voilà. Le premier a brisé le fil, mais, comble de malchance, le matériel qui m'a été fourni est-il trop vieux, a-t-il été stocké trop longtemps, toujours est-il que la mine ne saute pas et elle ne fait que fuser.

C'est l'alerte dans les deux camps et la troupe fonce, comme prévu, vers l'oued. Malheureusement, la mine n'ayant pas sauté, c'est vingt mètres plus en retrait que la descente s'opère. Aucun rebelle ne passera dans le champ de mines préparé. Il me faut trente secondes pour me rendre à l'évidence.

La décision m'appartient : je les laisse fuir, je ramasse mon matériel et je pars, ou j'attaque. Je prends cette décision-là, mais mes harkis iront-ils au combat seuls, puisque, à part cinq sous-officiers européens, je n'ai personne? Iront-ils au combat avec l'armement qu'on leur a attribué? Et qu'on leur a marchandé. Iront-ils au combat en face d'un

adversaire dont on ne connaît pas le nombre et la puissance de feu?

Je joue sur le facteur surprise, puisque, au fond, les fellaghas ne connaissent pas non plus notre puissance de feu, pas plus que notre nombre, pas plus que nos intentions.

J'ai déjà le facteur surprise, j'ai 50 % pour moi. Je me lève et je donne l'ordre; et seul, debout avec mon radio au flanc de la montagne, j'ai vu tous ces hommes sortir de leur cache, où ils se tenaient immobiles depuis longtemps, je les ai vus se ruer sur un ennemi invisible, évitant soigneusement le secteur piégé, fonçant à grands cris, s'apprêtant au corps à corps, bien décidés une fois de plus.

J'ai vu revenir mes guerriers déçus de ce que cette embuscade n'ait pas été payante comme ils se l'étaient imaginé. Mais je les ai vus revenir contents d'eux parce qu'ils pouvaient caresser de la main chaque pierre, chaque arbuste, en se tournant vers moi et en disant : « Au moins, mon lieutenant, on est tranquille pour un bout de temps, les fellaghas y'en a pas revenir ici avant longtemps. » Et ils avaient raison, car leur mission à eux était bien la sauvegarde de leur terre, de leur famille et de leur vie.

X...

L'embuscade dure depuis trente-six heures. Trente-six heures, ce n'est pas grand-chose. Ce sont deux chiffres côte à côte et, pourtant, trente-six heures sans bouger, caché dans un buisson, cela représente déjà une nuit de mise en place, toute une journée sous le soleil et une autre nuit d'attente et de guet.

Quarante harkis disséminés par petits paquets de cinq ou six, le passage fellouze piégé, c'est le silence. Pas de mouvement, pas de bruit d'armes, silence radio. Nous attendons. Un mince fil de nylon doit tout déclencher. Une mine antipersonnel pour rejeter la troupe ennemie vers l'oued, où elle se heurtera à un feu croisé qui doit amener sa reddition sans condition.

L'eau baisse dans les gourdes,

Opinions...

...dans la cour du poste, c'est la vie de caserne, une routine d'exercices et de corvées quotidiens. Mais dehors l'ennemi est partout : chaque huisson, chaque grotte peut en cacher.

► environ 5 kilomètres de Guelma. Sa mère habite toujours là et on dit qu'elle n'a jamais voulu quitter son village pour vivre près de son fils à Alger. Sa maison est du reste, extérieurement pareille à toutes les autres du village. Boumediene, dit-on encore, vient rendre visite à sa mère quelquefois, presque en secret ou du moins sans protocole...

M. C. D...,
89140 Pont-sur-Yonne

★

Je désire répondre à M. F..., 83-Carnoules, au sujet du 18^e régiment d'infanterie parachutiste de choc (stationné à Pau).

Je tiens à lui dire que, pendant mon service militaire (j'étais engagé volontaire trois ans), de novembre 1954 à novembre 1957, j'ai toujours porté le béret bleu (même en Algérie).

Le 18^e R.I.P.C. est passé ensuite 18^e R.C.P., mais toujours béret bleu. Par la suite peut-être est-il devenu béret rouge... Ce régiment a été dissous après les événements d'Alger.

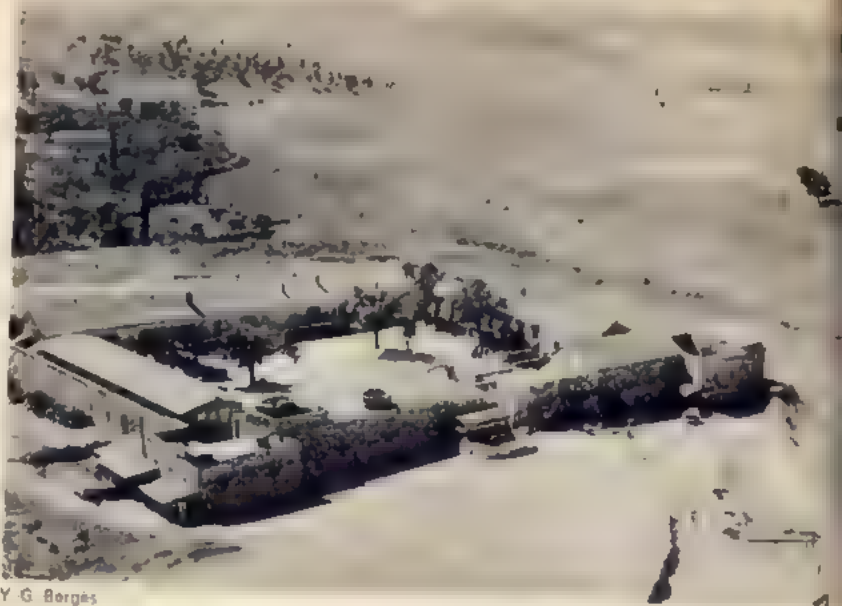
Ce régiment a même été doublé pour former le 9^e R.C.P. Nous étions stationnés à Ain-Arko, Montcalm, Oued-Zénati, Batna, Philippeville, Djidjelli.

M. G..., 91108 Corbell

★

... Lecteur assidu depuis la sortie de votre magazine *Historia la Guerre d'Algérie*, je tiens à vous préciser quelques détails, ayant servi cinq années en Algérie, plus particulièrement au Sahara.

Ce qui m'amène à vous parler tout naturellement de votre supplément au n° 303. Vous mettez en légende sous la photo : « La



4^e compagnie saharienne portée de légion dans laquelle Français, Mauritaniens et Berbères combattent côte à côte. »

J'ai bien connu les C.S.P.L.E., notamment la 1^{re} à Fort-Flatters et la 2^e à Laghouat. Il n'y a jamais eu de méharistes ni de Français de souche nord-africaine dans ces unités de légion.

M. J.-P. J..., 86000 Poitiers

★

... Dans votre revue vous avez parlé des nombreux régiments d'Afrique, les zouaves, les tirailleurs, les paras, les spahis, etc. Mais vous avez oublié l'infanterie de marine au passé prestigieux.

Je me permets de vous signaler que le R.I.C. du Maroc, aujourd'hui R.I. et chars de marine, a le drapeau le plus décoré de l'armée française. En 1956, la coloniale avec ses paras, son infanterie, ses sapeurs, ses transmetteurs était africanisée. Elle avait dans ses rangs des Malgaches, des Africains d'A.-O.F. et d'A.-E.F. et des Asiatiques. Le 22^e R.I.C. à Marnia (Oranie, frontière algéro-marocaine) avait un commando vietnamien.

La base des troupes de marine se trouve à Fréjus (Var)

et l'on peut y voir un musée consacré à la coloniale, avec des villages africains reconstitués.

M. J. M...,
07700 Bourg-Saint-Andéol

★

Le 1^{er} bataillon du 18^e R.C.P. devint le 9^e R.C.P.

Il ne prit le béret rouge qu'après mon départ de ce régiment, soit après février 1957.

Il est tout à fait évident que le 1^{er} R.C.P. cantonné en Algérie à Philippeville fut le premier sur le terrain. Il est à noter que le 1^{er} R.C.P. est cantonné aujourd'hui au camp d'Idron-Pau.

Le 18^e R.C.P. fut dissous lors des événements de l'indépendance en Algérie de 1962... En onze ans d'opérations de police dans le Constantinois, le 18^e R.C.P. eut 3 330 parachutistes mis hors de combat (tués, blessés, disparus).

M. A. G..., 84200 Carpentras

★

Au mois de mai de 1956, la demi-brigade de fusiliers marins du capitaine Pierre Ponchardier, succédant aux chasseurs à pied de la 5^e D.B., arriva à Nemours.

De Nemours à Port-Say, ils montèrent, nuit et jour, une garde vigilante et, grâce à eux, les habitants, en moins de trois mois, purent vivre en paix.

Deux combats permirent à ces soldats d'élite d'ajouter des fleurons nouveaux à leur glorieux drapeau.

Ce fut d'abord l'attaque du Filaoussène, à la cote 769. Les fusiliers marins furent appelés en renfort pour aider la légion et un groupe d'artillerie en difficulté. Au soir, le combat durait toujours et les hommes des 11^e, 12^e et 14^e compagnies de fusiliers marins craignaient que la nuit ne jouât en faveur des rebelles. La 12^e compagnie monta alors à l'assaut et réussit à détruire l'ennemi.

Ce fut ensuite l'accrochage d'Honaïne, tout aussi violent et meurtrier que celui du Filaoussène, au cours duquel les fusiliers marins, une fois de plus, combattirent avec un courage exemplaire.

R. B..., 06-Beausoleil

★

Je suis étonné que, dans vos revues, vous ne mentionniez pas, dans les opérations « Jumelles » et tant d'autres, les régiments du 13^e dragons et le 6^e hussards, ce dernier dont je faisais partie (en poste à Yakouren), ce sont précisément les unités où sont venus se reconforter les prisonniers libérés par les fells. A Yakouren, le paysage était certes d'une grande beauté sauvage, mais il favorisait de fréquentes embuscades. Pour vous donner quelques détails sur ce site, d'Azazga à Yakouren, il ne fallait pas compter moins de 83 virages en 11 kilomètres...

M. C. L...,
03500 St-Pourçain-sur-Sioule

★

J'ai personnellement participé à « l'attaque » d'un meeting de l'U.N.E.F. à la Mutualité, en octobre 1960. On peut évidemment répondre que ce genre d'action n'est pas très « poli-

tique », cependant, il faut bien comprendre qu'il ne s'agissait plus seulement d'opposition idéologique; en effet, au niveau des militants, nous étions envahis par l'amertume et la haine à la vue d'un tel spectacle, symbole de la trahison triomphante, insulte envers nos soldats qui quotidiennement risquaient leur vie face à l'ennemi.

Les événements évoluèrent vite; ce fut le temps de l'activisme O.A.S., auquel nos camarades d'Algérie participèrent en grand nombre. Quant à nous, en métropole, nous nous heurtâmes à l'obstacle infranchissable d'une opinion publique manœuvrée et trompée par le gouvernement. Certains de nos camarades furent tentés par l'activisme sans issue pratiqué par l'O.A.S.-Métro, bercée par l'espoir d'instaurer une situation « prérévolutionnaire » et d'ame-

ner le parti communiste à riposter violemment, afin d'attirer vers nous les métropolitains modérés...

Au moment du désastre final, en mars 1962, nous ne pûmes que serrer les poings face à la trahison, couronnée par un grand « rassemblement des étudiants U.N.E.F. solidaires de la victoire F.L.N. » dans la cour de la Sorbonne, décorée du drapeau vert et blanc.

Pour nous, à cette époque, le mot France perdit toute signification...

P. M..., 06-Nice

P.-S. Étant l'un des responsables locaux d'un mouvement politique actif, qui compte un certain nombre d'ennemis acharnés, je préfère ne pas dévoiler inutilement mon identité. Vous le comprendrez aisément.

(à suivre)

A NOS ABONNÉS DES ALBUMS DE DIAPOSITIVES

LA GUERRE
D'ALGÉRIE

DES problèmes techniques se sont posés à nos fournisseurs à l'occasion du transfert provisoire de nos services du 17, rue Remy-Dumoncel au 170 bis, boulevard du Montparnasse, Paris-14^e. Ces problèmes ont entraîné un léger retard dans le tirage de nos diapositives. La période des vacances, au cours de laquelle nombre de nos abonnés seront absents, nous incite à vous proposer de vous adresser les n^{os} 11, 12 et 13 de nos albums en un seul envoi au début du mois de septembre 1973. En espérant que vous voudrez bien nous excuser pour ce léger retard, nous nous permettons de vous souhaiter, ainsi qu'à tous nos lecteurs, de bonnes vacances.

BON DE SOUSCRIPTION

Numéro spécial : Index

« Historia Magazine »-Guerre d'Algérie

(80 pages format 22 x 30; livrable janvier 1974)

Envoyez ce bon accompagné de la somme de 5 francs à Librairie Tallandier (Service abonnements) « Historia Magazine »-Guerre d'Algérie, 61, rue de la Tombe-Issoire, Paris-14^e.

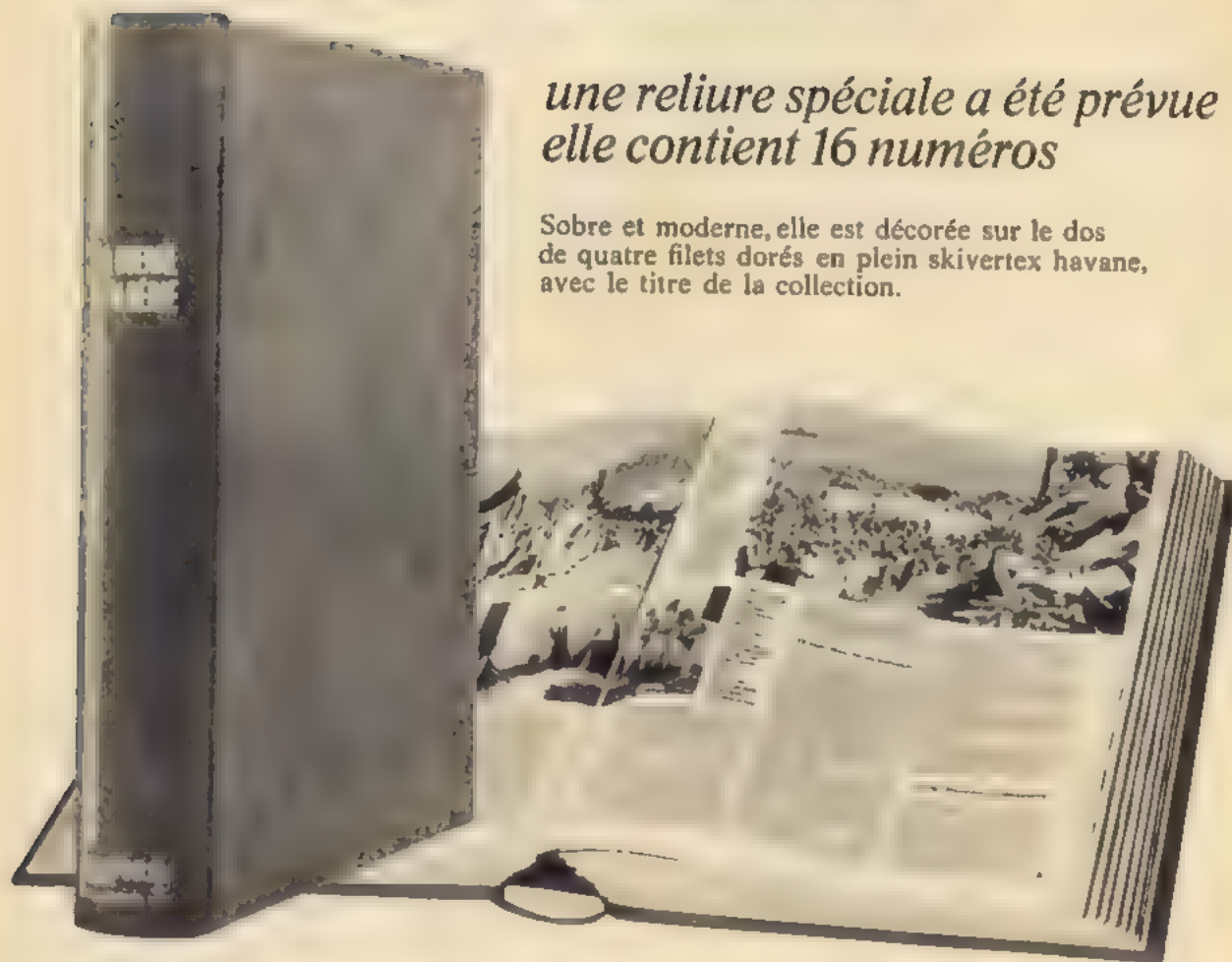
M. _____
Rue _____
Ville _____ Dépt _____

*reliez vous-même les numéros
de votre collection*

LA GUERRE D'ALGERIE

*une reliure spéciale a été prévue
elle contient 16 numéros*

Sobre et moderne, elle est décorée sur le dos
de quatre filets dorés en plein skivertex havane,
avec le titre de la collection.



Vous pouvez vous les procurer en France chez votre dépositaire, ou à nos bureaux, 18 F franco, en écrivant à la Librairie Jules Tallandier/Historia Magazine "La Guerre d'Algérie", 61, rue de la Tombe-Issoire, Paris 14^e (dans ce cas, n'oubliez pas de joindre à votre commande votre titre de paiement : mandat, chèque bancaire ou virement postal au CCP 2778 70).

En Belgique :

au prix de 195 FB chez tous les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite Ile, 1070 BRUXELLES - CCP Bruxelles 416-69.

En Suisse :

au prix de 18 FS chez tous les dépositaires.





Les Algérois, en se réveillant, ont appris la nouvelle du coup de force et aussitôt, dans toutes les rues de la ville, se forment des cortèges de voitures.

le coup de force se déroule dans l'euphorie

(Suite de la page 2685)

ça bouge. Et partout, les « bérets verts » vont et viennent par petits groupes.

De retour à son bureau pour y câbler, Raymond y trouve le téléscripateur interrompu. Et bientôt, huit légionnaires parachutistes font irruption sous la conduite d'un lieutenant pète-sec :

— Défense de s'approcher des appareils ! On garde la boutique...

Même scène, même intervention des soldats insurgés à l'Agence France-Presse, rue Charras, dont le directeur, Jacques Moalic, usera de mille ruses pour envoyer, quand même, des nouvelles à Paris.

Les Algérois, au réveil, sont frappés d'étonnement. En ouvrant leur poste ils entendent sur France V — rebaptisé « Radio-France » — une voix inconnue leur annoncer : « L'armée s'est assurée le contrôle du territoire algéro-saharien. L'opération s'est déroulée conformément au plan prévu, dans l'ordre, sans un coup de feu. »

Tôt, dans la ville, les concerts d'avertisseurs sont la première manifestation bruyante du coup de force. Le carrousel des voitures pavoisées commence. Les drapeaux sortent des fenêtres. Partout on entend les trois brèves, les deux longues du slogan « Algérie française ». Mais les magasins ouvrent leurs portes. Sur les trottoirs, des groupes se forment et se

dispersent. Alger travaille, mais chacun emporte au bureau le précieux transistor.

L'ordre décrétant l'état de siège est lu sur les ondes. L'article 5 précise : « Les individus ayant participé directement à l'entreprise d'abandon de l'Algérie et du Sahara seront mis en état d'arrestation et déferés à un tribunal militaire qui sera incessamment créé pour connaître des crimes commis contre la sûreté de l'État. »

Suit un appel des généraux Zeller et Jouhaud ainsi qu'une déclaration du colonel Godard. Au palais d'Été, Challe met la dernière main à la proclamation qu'il s'apprête à faire aux troupes :

« Je suis à Alger avec les généraux Zeller et Jouhaud, et en liaison avec le général Salan, pour tenir notre serment, le serment de l'armée de garder l'Algérie pour que nos morts ne soient pas morts pour rien.

» Un gouvernement d'abandon s'apprête à livrer les départements d'Algérie à la rébellion. Voulez-vous que Mers el-Kébir et Alger soient demain des bases soviétiques ? Je sais quels sont votre courage, votre fierté, votre discipline. L'armée ne faillira pas à sa mission et les ordres que je vous donnerai n'auront pas d'autre but. »

Aux abords de la Casbah, de nombreuses automitrailleuses et d'importantes forces de harkis prennent position. Sur

des vitrines du centre de la ville on affiche des pancartes portant les noms des généraux Challe et Salan ainsi que le sigle O.A.S. Des jeunes gens portant un brassard tricolore vont et viennent. Certains sont armés de mitraillettes provenant sans doute du magasin central de la police qui contenait 5 000 armes et qui a été occupé à l'aube.

Le coup de force se déroule dans l'euphorie, mais à 10 heures, les insurgés essuient un premier échec devant l'Amirauté. L'amiral Querville est sommé de se rallier, cependant que les blindés des parachutistes se présentent aux grilles. A l'intérieur, on gagne du temps pour préparer l'appareillage d'une vedette rapide.

Louis Joxe arrive

L'embarcation s'éloigne en mer, inaperçue des paras. A son bord ont pris place l'amiral et son aide de camp. Derrière les grilles de l'Amirauté, solidement verrouillées, les marins se tiennent prêts à toute éventualité. Les paras vont-ils prendre la base d'assaut ? Non. Après un temps d'hésitation, ils se contentent de l'investir.

Vers midi, des yaouleds lapident plusieurs voitures d'Européens du côté de la place du Gouvernement. Un véhicule de police est attaqué par un groupe de musulmans. Il est dégagé par les paras qui arrêtent quelques meneurs. On ap-



Sidi-Bel-Abbès. Les conjurés attendaient beaucoup du régiment étranger du colonel Brothier, mais cette unité refusa dans son ensemble de se joindre au mouvement.

prend, en ville, qu'accompagné du général Olié, nommé commandant en chef en remplacement de Gambiez, empêché, Louis Joxe, investi des pleins pouvoirs par Paris, vient d'arriver « quelque part en Algérie ».

Au quartier Rignot, autour du triumvirat des généraux, règne une fébrilité désordonnée. On se débat dans les problèmes d'organisation. A travers l'encombrement des dizaines de camions militaires qui cernent le quartier général de l'équipe insurrectionnelle, ce ne sont qu'allées et

venues des colonels Gardes, Broizat, Lacheroy. Entouré d'une section de la légion, le colonel Cousteaux, l'ancien patron du 1^{er} R.C.P., vient prendre ses fonctions de chef d'état-major du général Challe.

Cousteaux bat le rappel des officiers d'état-major, qui se présentent un à un. Ils arrivent aux nouvelles, prennent le vent, s'informent avec sympathie mais sans grand enthousiasme. On croit déceler au milieu de tout cela un certain flottement.

Le général Bigot, chef de l'armée de l'air, a bien annoncé son ralliement, mais de nombreux officiers sous ses ordres font connaître leur désaccord. Dans la plupart des bases aériennes, l'hésitation s'accroît au fil des heures. Visiblement, les aviateurs ne suivent pas. C'est alors que Gouraud appelle de Constantine et demande Challe.

J'ai réfléchi, dit-il. Je reviens sur ce que je vous ai dit ce matin. Ne comptez pas sur moi.

Premier bilan

Et il télégraphie à ses commandants de zone à Sétif, à Batna, à Bône et à Tébessa, les invitant à demeurer fidèles au gouvernement. Tous d'ailleurs obéiront jusqu'au bout à cette consigne.

Oran aussi donne de l'inquiétude aux chefs insurgés. Challe décide d'envoyer là-bas le général Gardy, l'ancien inspecteur général de la légion et grand ami de Salan.

Il le nomme commandant du corps d'armée et lui dit :

- Soyez énergique. Si les gens ne marchent pas, balayez-moi toute l'Oranie avec la légion.

— Je ferai l'impossible, répond Gardy.

Dans la grande cité de l'Ouest, la population apprend le déclenchement du putsch à 7 heures par la radio. Aussitôt, la ville se couvre de drapeaux. L'O.A.S. a lancé des appels. Le général de Pouilly, commandant le corps d'armée, demande à chacun de conserver son calme. Mais peu à peu, la nervosité monte dans la population. Les élus de tendance Algérie française portent aux officiels un texte émanant de l'O.A.S. : « Il est inadmissible que le général de Pouilly, commandant le corps d'armée, hésite encore », y lit-on.

Louis Joxe et le général Olié, arrivés de Paris, sont là. Ils engagent Pouilly à gagner Tlemcen, siège de la zone Ouest. Accompagnés des préfets Gey et Plettner, les autorités, qu'escortent tous les C.R.S. de la ville, quittent Oran à 22 h 30.

Avant l'arrivée de Gardy, c'est le colonel Argoud qui prend en main les opérations. L'armée occupe bientôt tous les édifices publics. Radio-France peut annoncer, à 22 heures, qu'Oran est tombé à son tour. Mais le speaker omet de mentionner qu'un élément essentiel du dispositif, le régiment étranger du colonel Brothier, refuse, dans son ensemble, de rejoindre le mouvement.

Et en Kabylie, où un certain nombre d'officiers devaient s'emparer du comman-



Le colonel Brothier, dont le colonel Argoud assurait à Challe qu'il amènerait toute la légion au mouvement.

le "Mandarin" arrive à son tour en Algérie

dement? Rien ne bouge. De Tizi-Ouzou, le général Simon déclare à Challe par téléphone :

« Je vous obéis pour toute opération que vous ordonnerez de mener dans le djebel. Mais administrativement, je ne dépends que de Paris. »

Challe insiste, explique, exhorte... Peine perdue.

A Djidjelli, où Zeller se rend d'un coup d'avion, le putsch a provoqué l'enthousiasme des troupes. Quatre régiments d'infanterie para, un groupe d'artillerie et un régiment de hussards se rallient. Seule ombre au tableau : le 3^e R.P.I.Ma. — l'ancien régiment du colonel Bigeard — ne marche pas.

Je suis contre votre coup de force et je ne pense pas qu'il puisse réussir, déclare son chef, le colonel Le Borgne, au général putschiste.

— Est-ce à dire que vous nous tirerez dessus? demande alors Zeller.



— Pas davantage. Des Français ne tirent pas sur des Français.

Le Borgne respectera une stricte neutralité. Tout comme le général Autran, commandant la 25^e D.P., dont deux régiments, le 14^e R.C.P. et le 18^e R.C.P., aux ordres des colonels Lecomte et Masse-

lot, s'engagent tout de suite derrière Challe.

Au soir du premier jour, Challe dresse un bilan plutôt positif. Sont engagés derrière lui le 1^{er} R.E.C., le 1^{er} R.E.P., les 14^e et 18^e R.C.P., les commandos de l'air, la 10^e D.P. (à l'exception d'un régiment), le 27^e dragons, le 5^e étranger.

En Oranie, les choses semblent évoluer favorablement, Challe peut compter sur le 5^e et le 2^e R.C.I., sur la 13^e D.B.L.E. dont le chef, le colonel Vaillant, a été déposé par son second, le commandant Gendron, sur la demi-brigade de fusiliers marins de Nemours, sur le 1^{er} « cuir » et le 6^e R.C.A. de Mostaganem.

Il est vrai que la marine de Querville se montre franchement hostile. Il est vrai aussi qu'à part leur chef, le général Bigot, les aviateurs ne suivent pas... Ah! si Gouraud à Constantine voulait se décider!... Celui-ci a bien envoyé à ses troupes un télégramme dans lequel il déclare : « Je n'approuve pas l'action qui vient d'être déclenchée et je considère que le loyalisme envers le gouvernement de la République est capital... », mais Challe ne désespère pas de le retourner; Zeller ira demain à Constantine essayer de le convaincre.

« Les événements actuels n'auront aucune conséquence sur la durée du service militaire... » La radio des insurgés, le dimanche matin, tente de rassurer les soldats du contingent. Dans Alger en liesse, des groupes de civils armés commencent à se répandre. Un P.C. de l'Organisation armée secrète (O.A.S.) est installé square Laferrière. On y dresse des listes de personnes à arrêter, on y compose des équipes chargées de donner la chasse aux « ennemis de la nation ». Dans un



◀ Constantine. Le général Gouraud (en médaillon) a promis à Challe son concours, mais rien ne se passe dans le corps d'armée. Gouraud, en plein désarroi, ne se décide pas à franchir le Rubicon et, bientôt, il se rétracte. Puis, à la suite d'une visite de Zeller, Gouraud se ralliera une nouvelle fois aux conjurés.



◀ *Oran. En médaillon : le général de Pouilly, commandant le corps d'armée d'Oran. Lui aussi refuse de se rallier à Challe. Après Brothier, le coup est dur pour les conjurés. Tout au plus espèrent-ils maintenant de Pouilly une « bienveillante neutralité »*

de militaires parlent du putsch comme d'un « bluff », ils doutent de la présence des trois généraux en Algérie. Beaucoup croient que des officiers supérieurs se servent de leurs noms pour fomenter une révolte. Aussi Challe, Jouhaud et Zeller décident-ils de se montrer à la télévision. Leur apparition a pour effet de galvaniser la population pied-noir plus enthousiaste que jamais.

Que n'en est-il de même parmi les militaires qui ne se bousculent pas pour les suivre ! Avec une ironie amère Challe écrira plus tard dans *Notre révolte* : « Il y eut beaucoup de permissions en France cette semaine-là. Surtout, semblait-il, parmi les officiers généraux et supérieurs qui avaient connu les dates approximatives de notre mouvement... »

Quand ils ne sont pas en permission, ceux sur qui Challe croit pouvoir compter se dérobent.

Après avoir fait arrêter le général Vézinet, il a confié le corps d'armée d'Alger au général Arfouilloux. Mais celui-ci tergiverse et fait des réponses dilatoires. « Comme les autres, il attendait de savoir qui gagnerait », écrira l'ancien commandant en chef du Centre-Europe.

Le général Mentré, commandant inter-armées du Sahara, hésite, dit *oui* à Challe, puis se reprend... Son adjoint, le général Petit, accepte d'emblée, en revanche, de suivre les généraux conjurés. C'est lui qui prend le commandement — éphé-

mère — du corps d'armée d'Alger. Mais dans l'ensemble, les attentistes sont de loin les plus nombreux.

Le général Saint-Hillier, commandant la 10^e D.P., étant arrêté, c'est au colonel Ceccaldi que Challe confie le commandement de l'unité. Il lui demande de marcher sur Têlergma avec trois régiments. Sa mission : mettre en état d'arrestation Louis Joxe et le général Olié qui se sont installés à la base. Après quoi, Ceccaldi devra pousser sur Constantine et obliger Gouraud à se rallier ou à se démettre.

Pour confirmer ses ordres, Challe désigne un officier supérieur qu'il charge d'établir la liaison avec la 10^e D.P. Entre les deux hommes, le dialogue suivant s'engage, qui donne beaucoup à penser au commandant en chef du putsch :

L'officier supérieur. — Si les forces qui défendent Têlergma résistent, que devons-nous faire ?

Challe. — Prendre la base de vive force.

L'officier supérieur. — Mais on ne va pas tirer ?

Challe. — Il faudra éviter de le faire. Mais si c'est indispensable, je ne vois pas d'autre moyen... à moins de se déclarer battu d'avance.

En fait, Têlergma tombe sans résistance après que Joxe et Olié ont eu le temps de gagner Bône. Là, ils savent pouvoir compter sur le général Fourquet, commandant le G.A.T.A.C. de Constantine et sur le général Ailleret, commandant la place. Celui-ci a donné sans ambages à Gouraud son avis sur « l'affaire » : « C'est une splendide c... ; il faut résister, même à coups de fusil. »

Zeller, de son côté, s'emploie à convaincre Gouraud. Il arrive d'Alger avec.

communiqué, l'O.A.S. se déclare habilitée par l'autorité militaire à donner des ordres à la population. Parmi certains groupes d'excités, on parle de « buter tous ces communistes et tous ces gaullistes qui veulent brader l'Algérie ».

Les attentistes sont les plus nombreux

Et l'on s'apprête à exécuter de pareilles menaces. Challe, qui entend que son affaire demeure entre les mains des militaires, exclusivement, doit mettre le holà. Le colonel Godard se fâche :

« Je fais fusiller le premier qui touche à un seul cheveu d'un civil », promet-il.

Recevant une quinzaine de parlementaires, dont Marçais et Lauriol, qui viennent lui apporter le « soutien de la population », Challe leur dit : « La meilleure façon de m'aider c'est de me préparer un projet de réforme agraire et de redistribution des terres. Cela me sera plus utile que des milices armées. »

La foule emplit les rues, fait le tour des bâtiments publics et des casernes. Devant les cinémas, c'est l'affluence des dimanches, le long de la mer les routes connaissent les files de voitures, les embouteillages des jours fériés à la belle saison.

La grande nouvelle, celle que chacun commente avec ferveur, c'est l'arrivée de Salan. Sa femme est venue l'accueillir à Maison-Blanche, où il est descendu de l'avion loué à Madrid. Le « Mandarin » a aussitôt gagné sa villa d'Hydra, puis a rejoint Challe, Jouhaud et Zeller.

Les officiels informent le commandant en chef que nombre de civils et autant



Joxe et le général Olié. Une Caravelle du G.L.A.M. va les emmener en Algérie. Par décret présidentiel, Joxe, ministre des Affaires algériennes, aura, en Algérie, tous les pouvoirs de la République. Quant à Olié, il est nommé commandant en chef à la place de Gambiez, momentanément « empêché ».



C'est à Mers el-Kébir que l'amiral Querville, en compagnie de quelques-uns de ses adjoints, s'est réfugié après avoir quitté Alger à bord d'une vedette côtière.

on voit soudain flotter le drapeau rouge...

dans sa poche, toute rédigée, une proclamation de ralliement. Il s'enferme pendant trois heures avec le patron du Constantinois, tandis que des éléments de la 10^e D.P. prennent position aux points stratégiques de la ville : 5 000 hommes du 9^e R.C.P., du 13^e dragons, du 2^e et du 6^e R.P.I. Ma Gouraud cède enfin. Ou plutôt, il se résigne. Dans un ordre du jour aux troupes, il annonce : « Afin d'assurer l'unité de l'armée, moi, général Gouraud votre chef, je décide de me ranger avec toutes mes unités sous les ordres du général Challe. »

De retour à Alger, Zeller, qui est chargé de faire tourner la machine administrative, s'entretient avec Salah Bouakour, secrétaire général adjoint de la Délégation générale : « Pas question que les directeurs de l'administration s'engagent derrière vous, lui déclare le haut fonctionnaire. Nous ignorons comment tout cela va tourner. »

« Et comme il faut, tout de même, que les gens puissent vivre, ajoute-t-il, chacun de nous va donner au sous-directeur l'ordre de prendre la tête du service dont il est

responsable. Et nous, nous disparaissions jusqu'à ce que la situation s'éclaircisse... »

C'est un peu la même réponse que Zeller obtient à la Banque d'Algérie, à laquelle il s'adresse pour faire face aux échéances de fin de mois. « Nous refusons de vous délivrer les fonds, lui répond-on. Mais vous signez un ordre de réquisition — en voici un — et vous les prenez... »

Sur la base de Maison-Blanche, une certaine agitation se fait jour contre les putschistes : le détachement de l'aéro-

navale qui y est stationné fait grève. Les missions prescrites ne sont plus accomplies.

A Blida, on voit soudain flotter le drapeau rouge sur la base. A Alger même, jusque dans l'état-major du commandant en chef, on fait de l'obstruction. En Kabylie, un escadron blindé du colonel de La Chapelle est chargé de réduire l'opposition larvée du général Simon. Celui-ci parvient à prendre la fuite à temps sous l'uniforme d'un caporal aviateur. Le commandant Roca, commandant le secteur de Michelet, prend sa place mais il se voit opposer une résistance passive de la part des autres chefs de secteur.

A 20 heures, ce dimanche, de Gaulle s'adresse à la nation. Partout, dans les casernes d'Algérie, on s'agglutine autour des postes pour l'écouter.

« ... Un quarteron de généraux en retraite... Officiers partisans, ambitieux et fanatiques... J'interdis à tout Français et d'abord à tout soldat d'exécuter aucun de leurs ordres... Au nom de la France j'ordonne que tous les moyens, je dis TOUS LES MOYENS, soient employés pour barrer la route à ces hommes-là... »

Des manifestations d'approbation font écho, dans les chambrées, aux paroles du chef de l'État. Des équipes utilisent le matériel d'enregistrement de l'armée pour reproduire l'allocution présidentielle. A partir de cet instant va se répandre et s'amplifier le mouvement d'opposition aux généraux rebelles. **H**



L'amiral Querville. À ses côtés, les commandants essuient un nouvel échec. Fidèle au général de Gaulle, il refuse toute participation au putsch, acceptant seulement de poursuivre ses missions opérationnelles contre le F.L.N. sans intervenir pour ou contre Challe.

Pierre-Albert LAMBERT

LE CONTRE IMPRÉVU



Sur la base aérienne de Maison-Blanche, l'agitation est à son comble depuis le 22 au matin. Les permissions sont supprimées, la base est consignée. Des paras sont arrivés, qui gardent les appareils et les bâtiments, doublent les sentinelles aux postes de garde. Les postes d'entrée sont barricadés de sacs de sable et entourés de barbelés. La tension monte d'heure en heure.

LA sonnerie du réveil, le ronronnement des G.M.C., les grincements des sommiers, les lits que l'on retape, les pas qui cognent le plancher, sont autant de bruits qui me tirent progressivement du sommeil. La voix claironnante de mon voisin de chambre est l'élément majeur qui plante définitivement le décor sonore de chaque jour nouveau. Pourtant depuis quelques instants, mon attention se fixe sur les accents de cette marche militaire diffusée par mon transistor. Radio-Alger fait bien les choses, pensé-je. Cependant, je deviens perplexe lorsque je réalise,

au bout d'un bon quart d'heure, que cette musique n'a guère cessé. Nous sommes le 22 avril, et j'essaye, en vain, de relier cette date à une fête nationale... Mais la radio se tait, puis la voix neutre et froide d'un speaker pose lentement ces trois mots : « Ici, Radio-France... »

La base aérienne de Maison-Blanche, à quelque 20 kilomètres d'Alger, s'étend de part et d'autre d'une longue artère bordée d'eucalyptus. D'un côté, ses basses constructions abritent le réfectoire, le foyer, l'infirmerie, le garage, les logements de la troupe du G.P. 34 (groupe de protection de la base). Heureusement, le blanc bâtiment des cuisines domine le tout. Un peu à l'écart, la soute à munitions et l'armurerie. De l'autre côté, en bordure des parkings, se profilent les services de l'escadre militaire, surmontés par le P.C. des opérations et les bureaux du colonel commandant la base. Par une extrémité de cette artère, on longe les parkings de l'Aéronavale. Plus loin, on rejoint les hangars d'entretien et leurs bureaux annexes des groupes de transport de la 62^e escadre aérienne : le G.T.1/62 « Algérie » et le G.T.3/62 « Sahara ». Par l'autre extrémité, on atteint l'aérogare civile dont les C.R.S. gardent l'accès. La presque totalité de la troupe dort dans les cantonnements d'Oued-Smar, aux environs de la base. Les sous-officiers, dans leur grande majorité, logent sur le terrain d'aviation. Quelques hommes de troupe aussi. C'est le cas pour mon copain et moi : nous sommes les permanents des « Fillod »



les légionnaires se fraient un chemin ...

P.N. » (1). A l'extrémité d'un de ces logements, une petite chambre nous abrite. Nous écoutons la radio.

Depuis une heure, la « 2^e D.B. » et les « chasseurs d'Afrique » sont à l'honneur sur les ondes de « Radio-France ». Je pars arroser mes géraniums (Je suis aussi jardinier...) aux sons de « C'est nous les Africains... » Je rencontre mon ami Berrotte. Entre deux factions, il va changer les draps de l'officier de garde. Il est le premier à m'apprendre les impressions de la salle de garde : sous-officiers et hommes de troupe sont dans l'ignorance et l'expectative. Les premières heures de la matinée de ce samedi donnent déjà une autre dimension à nos habitudes.

Deux petits points

On s'attend à quelque chose. La nécessité des corvées devient tout à fait relative. L'intérêt est ailleurs. Une curiosité impatiente se saisit de nous. Que savent les autres ? Ceux d'Oued-Smar, les « sous-offs » les officiers. Pour le moment, je me contente de retourner dans ma chambre et la radio annonce la déclaration d'état de siège

Ordre d'instauration de l'état de siège

Art. premier. — L'état de siège est étendu aux treize départements algériens.

Art. II. — Tous les pouvoirs dont l'autorité civile était revêtue passeront à l'autorité militaire. L'autorité civile exercera ses fonctions sous le contrôle de l'autorité militaire

Art. III. — Les fonctionnaires civils et militaires doivent l'obéissance. Ils sont responsables de l'accomplissement de leur mission à compter de la déclaration de l'état de siège jusqu'à ce qu'ils aient été relevés de leur commandement

Art. IV. — Les libertés et les garanties assurées par la Constitution et la loi sont maintenues. Nul citoyen ne sera poursuivi pour ses opinions pourvu qu'elles ne soient pas accompagnées d'actes

Art. V. — Les individus ayant participé à l'entreprise d'abandon de l'Algérie et du Sahara seront traduits devant un tribunal militaire

Art. VI. — Les opérations de prise de tous les postes de commandement se dérouleront dans l'ordre. Les populations civiles suivront les consignes qui leur seront données par les autorités militaires. Toute violence sera réprimée avec la plus grande rigueur

Art. VII. — Le commandement est décidé à atteindre tous les objectifs qu'il s'est fixés pour le salut du pays. Toute résistance sera brisée d'où qu'elle vienne

LE CONTINGENT NE MARCHE PAS



« Le contingent ne marche pas. » A Hussein-Dey, comme à Maison-Blanche et à Blida, nouvel échec pour Challe.

signé : Challe, Jouhaud, Salan, Zeller, à Alger, le 22 avril 1961.

La musique reprend, interrompue un court instant par la diffusion d'un communiqué : « La chambre de bonne a été cambriolée... » Musique.

Communiqué du colonel Godard
L'armée est là pour préserver le destin de l'Algérie française. Nous invitons la population à pavoiser aux trois couleurs. Il ne doit y avoir aucune manifestation dans les rues

Quelques instants plus tard

Voici un communiqué important officiers, sous-officiers, gendarmes, soldats, marins, aviateurs, le 7^e R.T.A. a décidé de lui-même de passer sous les ordres du général Challe. Il y a une très forte proportion de soldats musulmans

Les émissions en langue arabe sont supprimées. Des rappels à l'ordre sont fréquemment diffusés. Il est bientôt midi, le pars déjeuner. Au passage, je remarque que les parkings militaires sont vides. Les Nord de nos deux groupes ont tous décollé hier après-midi. Ils étaient bondés de paras, leur direction était inconnue. En revanche, les Caravelle et les Breguet des compagnies civiles restent stationnés devant les hangars d'Air France. Aucun vol à signaler ce samedi matin, sinon une évacuation sanitaire

Au réfectoire, les plaisanteries du jour s'ajoutent au brouhaha quotidien : « Martin, au forum ! » Je retrouve mes copains d'Oued-Smar. Ils ont travaillé ce matin comme à l'accoutumée. L'un d'eux m'ap-

prend que les permissions sont supprimées et que la base est consignée

Me voici de nouveau dans ma chambre. A la radio, une voix féminine annonce à présent des morceaux de musique classique. Tant mieux ! De temps à autre, le speaker commente la situation à Alger

« La joie se lit sur les visages de tous les Algérois ! » Une certaine organisation des programmes semble prendre forme. Mon transistor sous le bras, je décide d'aller faire un tour près des parkings des groupes « Sahara » et « Algérie ». Une séance d'école militaire se déroule derrière mon « Fillod », en vue d'une prise d'armes. Elle est pour le moins inattendue ! Il est bientôt 16 heures lorsque s'introduit sur la base un convoi d'une quarantaine de G.M.C. Ils empruntent la grande artère, longent les hangars de l'Aéronavale, puis ceux de la S.V.R. et s'immobilisent sur les parkings du 1/62 et du 3/62. Arrivé près d'eux, j'apprends que les avions de nos deux groupes sont attendus. Ceux d'hier

Au-dessus du dernier hangar en construction, en bout de piste, deux petits points s'approchent lentement dans le ciel. Trente secondes plus tard, on distingue parfaitement la cocarde tricolore et les initiales d'identité portées sous les ailes des Nord. Peu après, ils sont là tout près de nous. Ils se rangent face au parking dans un vacarme assourdissant. Imités par d'autres appareils, en moins d'une demi-heure ils sont 27 à s'être posés dans un ordre parfait. 40 à 50 « bérets

1. Bâtiment, personnel, matériel, personnel, matériel



Pour montrer leur résistance au putsch, des soldats ont écrit sur le toit de leur caserne : « Vive de Gaulle ! »

rouges » descendent de chaque avion et viennent se ranger sous l'aile gauche. Ils disposent leurs armes en faisceaux pendant que leurs officiers se concertent. Puis, très vite, ils grimpent dans les camions. Les premiers G.M.C. démarrent, les autres suivent progressivement. A 17 heures, le calme revient sur la base.

Les paras sont partout...

La radio diffuse encore quelques messages codés adressés à de mystérieux correspondants : « Ne laissez pas tomber les cendres à l'eau, la tempête approche », « Il neige sur le presbytère. » Après dîner, l'atmosphère des chambres de troupe est vouée au silence que chacun observe gravement. On écoute toujours « Radio-France ». Les émissions cessent à 23 heures et reprendront demain matin. Au terme de cette journée, une sourde inquiétude s'est mêlée à l'expectative dans laquelle nous sommes depuis ce matin. Que se passera-t-il cette nuit ? Les postes d'entrée de la base sont barricadés de sacs de sable et entourés de barbelés. A cette heure de la nuit, « Europe 1 » égrène ses musiques de danse : je pense à Paris.

Ce dimanche matin, un coup de téléphone de l'adjudant-chef Vabre me tire du lit : nous devons travailler, aujourd'hui ! Il m'apprendra plus tard que les paras sont partout sur la base. Ils « gardent » le bâtiment des O.P.S., le P.C. Défense et même les « Fillof » de nos

groupes. L'après-midi, je constate que les tenues camouflées, très décontractées sont juchées ou couchées un peu partout. Ils bivouaquent, en bout de piste près du hangar en construction, les F.M. en batterie. Au bar « P.N. », ils boivent, jouent aux tarots, ou écoutent la radio. Certains montent une garde discrète devant le commandement des groupes « Algérie » et « Sahara ». Ils sont allongés, à même le sol, au pied des avions. Ils doublent nos sentinelles aux postes de garde. Le soir arrive rapidement et nous trouve réunis, une dizaine de copains, autour d'un transistor : de Gaulle doit s'adresser aux Français. Son discours est sans équivoque. Il nous ordonne de désobéir aux ordres des « généraux mutins ». Et aussitôt, les commentaires font place à notre étonnement. Nous ne comprenons pas le mutisme et l'attentisme de nos officiers supérieurs. A présent, chacun de nous se sent concerné par ces événements et veut agir. Nous nous mêlons à un groupe de sous-officiers de l'Aéronavale. Ils veulent rassembler toute la troupe sur leur parking, demain matin. D'un avion au sol, ou de leur bureau des O.P.S., ils lanceront un message de fidélité aux autorités de Paris. Enfin des esprits plus excités parlent de prendre l'armurerie cette nuit même ! Ces conversations ont lieu à voix basse, dans un climat d'« espionnite »... Une décision est pourtant nettement arrêtée : nous cesserons le travail dès demain matin.

Lundi 24 avril. Nous sommes environ

un millier à être assis sur le parking de l'Aéronavale, tout autour du bâtiment des O.P.S. Il y a ici et là des officiers (très peu de nos groupes) appartenant à la marine, des sous-officiers et des hommes de troupe provenant de la base et d'Oued-Smar. Les gars du G.P. 34, sont agglutinés sur leurs half-tracks. Sans mitrailleuses, ces véhicules ont l'air de pièces de musée. Leur présence est purement symbolique. Tout ce monde est dispersé en petits groupes, autour de postes, à l'écoute des dernières informations. Les officiers de l'Aéronavale sont occupés à lancer un message à destination de la métropole, via Tindouf. Les « bérêts rouges », qui nous interdisaient l'accès du « plan d'eau » (1), ont décroché vers 9 heures.

Bousculade générale

Peu après, quelques-uns de nos commandants et capitaines, précédés de colonels, se dispersent parmi nous. Leur intention est de nous prendre un à un, pour nous intimider. Ils échouent dans cette tentative et repartent bredouilles. Certains, même, sont vertement admonestés. Il est presque 15 heures lorsque se range à deux cents mètres de nous une longue théorie de véhicules militaires. Les « jeeps » ouvrent la route aux G.M.C., lesquels sont suivis d'une dizaine d'ambulances. Nous avons devant nous un échantillon de « bérêts verts » les plus aguerris, saucissonnés de cartouchières, assaisonnés d'armes de tout calibre. La longue colonne s'immobilise. Leurs chefs descendent des voitures de tête, se rassemblent, semblent prendre une décision en regardant dans notre direction. Les remous que l'on observe dans nos rangs témoignent que nous avons compris que la légion étrangère n'est pas venue pour nous apporter des fleurs. Du côté des paras, ça remue aussi, mais d'une manière beaucoup plus concertée : près de deux cents hommes ont pris position autour de nous, et au pas de gymnastique ! Un de leurs officiers lance un ordre en allemand et c'est la bousculade générale. Les légionnaires se fraient très aisément un chemin parmi nous ; les crosses de leurs fusils, menaçantes, ont raison des plus récalcitrants. Leur principal objectif reste les half-tracks. Les gars du G.P. 34 en sont très rapidement expulsés. Un capitaine para saute sur l'une des automitrailleuses, pendant qu'un cordon de « bérêts verts » ceinture les véhicules. L'émotion est à son paroxysme, lorsqu'un adjudant-chef, d'une voix puissante, entonne la *Marseillaise*. Mille soldats la reprennent, figés dans un garde-à-vous impeccable. Le capitaine et ses parachutistes présentent les armes et restent silencieux. Les cris de « Vive de Gaulle ! » ponctuent les dernières phrases de l'hymne national. Dans le calme qui s'est rétabli,

1. Appellation familière du parking de l'Aéronavale

« Beaucoup d'hommes ne comprennent pas le mutisme et l'attentisme de leurs officiers et, parmi le contingent de l'armée de l'air, la révolte grandit. C'est ainsi que des soldats prendront la poudre d'escampette à bord de Nord dont l'équipage n'est pas même au complet. Dans l'échec du putsch, le rôle du contingent sera essentiel.

« point fixe » ! C'est au tour d'un deuxième Nord à aborder la piste d'envol. Celui-là roule sur une courte distance, puis s'immobilise : une roue bloquée dans le creux d'une ornière. Les gars qui avaient pris place à son bord en descendent et se dirigent au pas de course vers d'autres appareils. C'est à qui court le plus vite ! L'adjudant-chef Vabre arrive tout essoufflé convulsé, dégoulinant de sueur : il veut partir lui aussi ! Seulement il cherche un chauffeur qui voudrait bien l'emmener à sa demeure en ville. Il voudrait aller quérir sa femme et ses deux chiens. Partir pour partir, autant prendre sa famille ! Un troisième Nord rase le hangar de la S.V.R. à une cinquantaine de mètres d'altitude ! Il refait un passage en « battant des ailes » en guise d'adieu. Des hommes de troupe plus prévoyants que les premiers embarqués reviennent de leur chambre chargés de valises et de sacs. C'est la « quille » pour tout le monde ! Et chacun pour soi !

Pour ces hommes embarqués hâtivement à bord d'avions, dont les équipages n'étaient même pas au complet, la base aérienne d'Istres eut un parfum de liberté reconquise. C'est là que s'acheva leur aventure. Ils y furent bien accueillis et considérés. Ils revinrent une semaine plus tard à Maison-Blanche.

Tous les Nord qui restèrent, ce 25 avril, sur le parking s'envolèrent le soir en direction de Colomb-Béchar.

Quelque temps après, certains officiers et sous-officiers de notre base furent mutés dans d'autres unités.

Mais pour nous tous qui restâmes à Maison-Blanche, le commandement sut appliquer la discipline. La reprise en main de la troupe ne fut jamais efficace, pourtant. Dans diverses circonstances, le souvenir de ces journées d'avril devait redonner aux hommes et aux événements leurs dimensions réelles. **H**

Auriet DAHAN

Chacun pour soi

A l'autre extrémité des parkings, un Nord de notre groupe fait un demi-tour complet et charge à son bord une trentaine de soldats qui sont accourus du réfectoire. Ils montent en treillis, le quart et le couvert à la main ! L'avion décolle quelques minutes plus tard, sans avoir fait le

Mutiwaria à Maison-Blanche ; mutinerie à Blida, où le drapeau rouge a été hissé et où l'on a chanté l'Internationale. L'armée de l'air échappe totalement au général Bigot et, partant, à Challe, l'aviateur, qui entend avec tristesse et amertume les avions - ses avions - décoller les uns après les autres vers la métropole. C'est la débâcle.

ECPA



nos commandants d'unité nous rassemblent sur un ton bonhomme et paternaliste. Arrivé aux hangars de la S.V.R., notre chef de groupe, le commandant Créton, s'entretient avec nous. Il nous laisse librement choisir entre les deux solutions : travailler ou ne rien faire. Tous les officiers savent que notre refus de reprendre nos activités témoigne de notre opiniâtreté à bloquer le fonctionnement de la base ; ainsi, plus aucun Nord ne peut entrer en révision, plus aucun appareil ne peut décoller : les moyens de transport aériens sont retirés, en ce qui nous concerne, aux militaires putschistes. Quel langage nous tiendra-t-on demain ?

Mardi 25 avril. Nous sommes de nouveau rassemblés dans le hangar de la S.V.R. Après leurs redites de la veille, nos officiers laissent la parole à un capitaine de la légion étrangère. Il justifie sa présence sur la base, en nous parlant, juché tout au haut d'un escabeau. L'Algérie, c'est son pays. Il y est né. Ses parents aussi, dit-il. Il faut faire échec à la politique d'abandon de l'Algérie, préconisée par le général de Gaulle. Il est fermement convaincu et résolu, ajoute-t-il. En ce qui concerne notre attitude, depuis hier, il nous rappelle l'existence de nos copains qui se battent dans les djebels. Il nous reproche notre oisiveté et notre égoïsme. Les postes du Sud algérien dépendent de nous pour les ravitaillements. Il clôt son monologue en nous avertissant que si, avant demain, nous n'avons pas repris notre travail, il emploiera la « trique »...

A midi, au réfectoire, les conversations sont axées sur le sermon de la matinée. Il est bien évident que personne ne veut reprendre son boulot. Nous sommes d'autant plus enracinés dans cette conviction que, depuis trois jours, nous retrouvons en nous ce qu'il y a de tout à fait civil : la contestation. Le repas n'est pas encore terminé que nous entendons pétarader les moteurs d'un avion. Il n'y a aucun doute, c'est un appareil qui décolle. Le coup de sifflet du sergent de

DE LA PACIFICATION



Ci-dessus : le marché du bois sur la place de Djelfa. *Ci-dessous* : un cavalier sur les hauts plateaux, dans les environs de Djelfa. Tout proche se trouve un petit, très petit village du nom d'Hassi-Bahlah. C'est là qu'un jour un jeune étudiant berrichon débarquera...

L'ÉTUDIANT métropolitain en mal d'exotisme et de vacances à bon marché pouvait, pendant un mois ou deux d'été, se les offrir en Algérie durant les « événements ». Toutes facilités lui étaient données.

Nanti d'une abondante documentation, il se faisait sa petite idée de ce qui l'attendait là-bas. Le Comité Armée-Jeunesse, entre autres sources d'information, pro-

mettait de lui faire découvrir les « réalités algériennes ».

Une grande inconnue, cependant : son affectation à telle S.A.S., section administrative spécialisée, ou à telle S.A.U., section administrative urbaine (généralement réservée aux étudiantes).

M. B..., vingt et un ans, étudiant en droit de Châteauroux, n'en revenait pas. Il est vrai qu'en fait d'exotisme, il avait été gâté. Hassi-Bahlah! Et pourquoi pas Ali Baba? Le patelin ne figurait même pas sur la carte.

Hassi-Bahlah existait bel et bien, et même si le train n'y passait pas, puisqu'il s'arrêtait à Djelfa. Le trajet, depuis Alger, avait paru long au jeune Berrichon malgré les relais, assurés en fin de parcours, par des militaires sympathiques. Heureusement que l'accueil avait été cordial. Le capitaine Pons, patron de la S.A.S., lui avait paru ouvert, dynamique, et son adjoint, le sergent-chef Tormen, très coopératif.

Voyons : les S.A.S. sont implantées dans des régions sous-administrées et sous-équipées, où l'activité rebelle a beau jeu. Les officiers S.A.S., issus des « affaires algériennes » ou volontaires, sont chargés d'une mission à la fois politique, économique et sociale. Ils ont un budget et toute



ordres et contrordres occupent la matinée

latitude pour administrer, ouvrir des chantiers, créer des routes et des pistes, ravitailler et aider les populations, souvent regroupées. Près d'eux, des médecins développent l'action sanitaire. Ils ont fort à faire avec le trachome et le paludisme.

Le sergent-chef Tormen est d'accord. Il connaît par cœur l'exposé de principe que lui rappelle l'étudiant. Théorie correcte. Mais à l'intérieur du pays, et particulièrement dans le Sud, les choses prennent une autre dimension. Comme si elles étaient passées à la loupe. Les distractions y sont si rares que le moindre passage d'étranger au pays est un événement. D'où *renseignement*. Et exploitation immédiate, étant donné que les unités opérationnelles sont trop éloignées pour faire appel à elles. D'autant qu'il s'agit plus souvent de coups de main que de batailles rangées.

Le coup de la smala d'Abd el-Kader

Tormen n'est pas peu fier de ses mokhazni et de son capitaine, « un chef qui en veut ».

— Nous avons diffusé 880 bulletins de renseignements concernant des bandes de rebelles et des responsables de l'organisation politico-administrative; 320 membres ont été décelés, 32 se sont ralliés. Notre activité contre les rebelles se solde par 62 ralliés, 15 prisonniers, 28 tués.

— Oui, mais...

B... songe aux puits, aux routes, aux classes, aux dispensaires. Tormen continue fierement :

— Sur le plan de la récupération, c'est pas mal : une jeep Hotchkiss, 2 postes radio 300, un mortier de 81, 119 obus, 150 grenades DF et 200 MK 2, 95 fusils de guerre, 220 de chasse, 40 000 cartouches! Vous vous rendez compte? Et je ne parle pas des vivres, des médicaments, des explosifs, des documents, etc.

— Oui, mais...

— Ah! le plus beau : nous avons refait le coup de la smala d'Abd el-Kader.

— Nous avons enlevé les femmes, les enfants et les frères du « général » Belounis! Et un peu plus tard, nos renseignements ont permis sa capture par les forces de l'ordre de Bou-Saada.

Le jeune étudiant se demandait s'il était venu dans cette S.A.S. pour faire du social ou pour assister à la guerre. Il



« Partie récréative de la distribution des prix. Apprendre à lire et à écrire aux enfants musulmans est une des tâches importantes parmi celles qui incombent aux officiers et aux hommes des S.A.S. »

« Vive la France et monsieur de Gaulle ! »

Dans les S.A.S. ou les S.A.U., où un véritable travail de pacification a été entrepris, on espère pouvoir rallier à la France, la population musulmane.

ignorait que Pons l'avait recommandé à Tormen en ces termes : « Fais-lui comprendre qu'on n'est pas ici pour cueillir des pâquerettes. La pacification, c'est l'administration, sans doute, mais dans l'ordre. Et quand il y a la pagaille, il faut d'abord mettre de l'ordre. »

Quelques jours plus tard, B... avait écrit à ses parents étonnés :

« Il arrive aux journaux d'écrire l'histoire sur la foi du communiqué d'un officier de presse du corps d'armée. Ce n'est pas toujours l'exacte vérité. Je viens de participer à une opération « marquée » ainsi dans le *Journal d'Alger* : *Au cours d'une action montée par des éléments du secteur de Djelfa et de Bou-Saada, appuyés par l'aviation, une bande rebelle F.L.N. décelée à proximité de Zénina (à 45 kilomètres au sud-ouest de Djelfa) a été accrochée.*

« Les combats se sont achevés à la tombée de la nuit sur un assaut des légionnaires d'un régiment de cavalerie.

» Bilan : 93 hors-la-loi tués, 17 prison-

niers, 51 armes de guerre récupérées dont 2 fusils mitrailleurs.

» Le communiqué ne mentionne pas les S.A.S. Elles sont probablement incluses dans les éléments du secteur de Djelfa. Et pourtant, celles d'Hassi-Bahlah — la mienne —, de Charef et de Zénina, ses voisines, ont joué un rôle de premier plan dans cette affaire. J'en ai été le témoin. Ce sont elles qui ont décelé, poursuivi et accroché la bande rebelle... »

La mère avait montré la lettre à l'aïeule d'Ardentes, qui avait soupiré :

— Mon Dieu!... Qu'est-ce qu'il est allé faire là-bas?

Fondus dans la terre des djebels

Le colonel Girard, commandant le secteur, convoque Pons.

— Mon petit père, nous préparons une grosse opération, de plusieurs jours certainement, dans la forêt. On y met le paquet.



Distribution de semoule à la S.A.U. de Petit-Lac. ►

Dans les quartiers populaires et les bidonvilles, la S.A.U. jouera le même rôle que la S.A.S. du bled.



Le tuyau semble bon. Tu connais bien la région, les Avaziz sont tes copains...

» Demain, à 4 h 30, trouve-toi avec tes zèbres au carrefour de la route nationale n° 1 et de la piste de Zénina. Tu te joindras à l'escadron du Rocher-de-Sel.

— Bien compris, mon colonel!

En passant à Charef, le lendemain matin, le capitaine Pons se détache de la colonne pour aller saluer son homologue, le capitaine Léoni.

A cette heure matinale, le chef de la S.A.S. ronfle comme un bienheureux. Le makhzen de garde hésite à réveiller le patron. Pons passe outre et fait irruption dans la chambre de Léoni, qui grogne :

— Tu es tombé du lit ou tu viens faire un constat d'adultère?

— Je pars en opération. Tu viens?

— Première nouvelle..., mais qu'à cela ne tienne.

— Alors, en piste!

Léoni saute dans ses pataugas, secoue ses mokhazni et en route pour le P.C. opérationnel!

L'affaire s'annonce sérieuse. A preuve, le général Roy, commandant la zone Sud algérois et la 20^e division d'infanterie, vient d'arriver. Mise en place, conférences, messages, ordres et contrordres occupent toute la matinée. L'heure de la soupe sonne et rien de concret n'est encore sorti de tout ce remue-ménage.

Le capitaine Pons regarde d'un œil morne ses mokhazni qui ne comprennent pas les préparatifs de tout cet appareil. Un caporal lui a même jeté au passage :

— Mon capitaine, qu'est-ce que tu attends? On y va, oui ou non? Les « autres », ils vont filer, ma parole!

Ce n'est pas si bête. Les grands ratisages n'ont jamais été du goût des mokhazni. Ils préfèrent chasser l'ennemi avec les mêmes moyens que lui. C'est-à-dire à l'affût, en se déplaçant la nuit, fondus dans la terre des djebels.

Le colonel Girard écoute en souriant le capitaine Pons :

— A cette heure-ci, les fellouzes font la sieste dans la plaine. Ils ne reviendront

dans la forêt qu'après notre départ. J'ai bien envie d'aller faire un tour... ailleurs.

— Tu te dégonfles?

— Mon colonel!... Il me semble que le dispositif ne peut que faire office de rabatteur, à moins que, par un coup de pot, il ne tombe sur le nid. Le capitaine Léoni est d'accord pour faire une virée avec moi.

Le colonel connaît ses « gazières » :

— D'accord, pépère. Mais restez en liaison avec nous.

Les mokhazni de Pons et de Léoni retournent à Charef. Une promenade pour rien. C'est bien ça, l'armée... Cependant, les deux chefs S.A.S. ne se sont pas enfermés dans un bureau pour jouer à la beloté en attendant les événements. Ils crayonnent en connaisseurs les reliefs d'une carte d'état-major.

— Ils ne peuvent être que là... peut-être là...

— Ou là... Il nous faut l'appui de Zénina. Ses chevaux passeront où nos véhicules ne peuvent aller.

Zénina est alertée par radio. Sa réaction est spontanée : « Zénina répond O.K. »

A 11 heures du matin, à part le soleil et la poussière, *oualou!* La liaison avec le P.C. opérationnel n'est pas plus réconfortante. Le ratisage se poursuit. Résultat : *oualou!*

Panique et fusillade

Soudain, un guetteur d'Hassi-Bahlah signale des cavaliers en direction du sud. Ils arrivent à bride abattue. Au bout de leurs jumelles, Pons et Léoni reconnaissent les gars de la S.A.S. de Zénina. Les chevaux sont couverts d'écume et les cavaliers très excités. Le maréchal des logis Leblond, chef de patrouille, n'a pas le temps de reprendre son souffle :

— Mon capitaine! Une katiba entière! A 20 kilomètres d'ici! On est venus à fond de train. Ah! si on avait eu un bigophone!

— Du calme, mon garçon. Où c'était exactement?

— A l'ouest du djebel Tarous.

— A quelle heure?

— 9 heures. Ils suivaient le lit d'un oued.

— Comme d'habitude. On y va!

Et sans plus attendre, les mokhazni foncent vers le sud. Une véritable charge motorisée... ou un rallye sauvage à travers les touffes d'alfa et les rochers.

Le P.C. a été prévenu. Ordre a été immédiatement donné à l'escadron du capitaine Lafont, qui est dans les parages, d'abandonner son bouclage et de se diriger vers le djebel Tarous.

Le Dodge du capitaine Pons ouvre la route. Le chauffeur est un champion de gymkhana et son véhicule d'une solidité à toute épreuve. Les mokhazni, gagnés par l'excitation générale, sautent du Dodge comme des cabris pour jalonner la piste que suit à la trace le reste du convoi.





A ces jeunes enfants jouant dans les dunes de sable, notre étudiant de Châteauroux venu pour faire du « social », aurait sans doute aimé faire la classe...

un rebelle est plaqué contre le talweg...

Une katiba! Cent hommes. La nouvelle est de taille. Malgré leur avance de deux ou trois heures, on les rattrapera bien! Enfin des traces révélatrices... aussitôt perdues, puis retrouvées, perdues encore. Qu'importe! la katiba se dirige plein sud. Elle est trop lourde pour se volatiliser, même si elle éclate. Il faudra bien qu'elle se dévoile. Et puis ils sont à pied.

Le Dodge roule maintenant dans le lit d'un oued très encaissé qui étouffe le bruit du moteur. Le chauffeur fait du slalom entre les éboulis. Chacun s'accroche en priant Dieu — ou Mohamed — que la ferraille tienne le coup.

Et brusquement, la grosse surprise! Le Dodge se trouve nez à nez avec un groupe de rebelles qui débouche dans le lit de l'oued par le canal d'un de ses « affluents », évidemment à sec lui aussi. Hurlements, panique, fusillade. Premier bilan : deux rebelles tués, dont le chef de section. Il doit son éternité au réflexe du capitaine Pons qui a tiré à la vue d'un écusson vert et blanc portant étoile et croissant rouge.

Un rebelle est plaqué contre le talweg, les bras en croix. Il se rend. A ses pieds, trois fusils abandonnés par la bande qui a décroché.

D'oueds en ravines, de rochers en touffes d'alfa, des ombres surgissent et disparaissent en sauts de puce. La fusillade s'am-

plifie couvrant les injures d'usage de part et d'autre. Le P.C. opérationnel concentre maintenant toutes ses forces vers le djebel Serdoun. Les légionnaires ne tardent guère à arriver, automitrailleuses en tête. Des spécialistes du nettoyage. En un rien de temps, ils prennent l'initiative, pourchassant la katiba, qui reflue vers le sommet du djebel.

De leur côté, les mokhazni fouillent les environs et découvrent des isolés.

— C'est pas vrai!

Un dernier assaut

Une centaine de soldats, presque au coude à coude, viennent de traverser ce secteur. Tout a été vérifié. La moindre pierre qui peut servir à dissimuler un abri individuel. N'empêche qu'un 2^e classe se retourne machinalement... et voit un fellagha s'enfuir dans ce désert!

— Mon lieutenant!

— Vas-y. Si tu le fais prisonnier, je te fous huit jours.

Le gars, adepte du réseau Jeanson, commençait à lui « pomper l'air » depuis qu'il était arrivé à l'unité. Non seulement il essayait d'endoctriner ses copains, plaçant sans cesse pour la légitimité du F.L.N., mais il refusait de se servir d'une

arme, même pour un tir d'entraînement. Il avait été de ces jeunes « cocos » du contingent qui, à leur arrivée de métropole, avaient jeté leur fusil dans les eaux du port d'Oran, depuis le pont du transport de troupes. Quelques semaines de « gnouf » ne l'avaient pas amélioré. Il avait fallu que son meilleur copain fût tué au cours d'un tir de harcèlement au mortier pour qu'il comprît. Depuis, il avait juré de venger son ami.

Mais le lieutenant l'a à l'œil. Il appelle un sergent:

— Suis-le.

Le sergent part sans un mot, le visage fermé, mais il est arrêté par trois coups de feu. Le 2^e classe arrive en courant :

— Je l'ai eu!

Renforts et aviation cernent cette région désolée qui est devenue un enfer. Le bouclage se resserre petit à petit. La nuit approche. C'est l'heure traditionnelle de la légion. Dans un dernier assaut, elle va réduire les adversaires, à la mitrailleuse, à la grenade, au couteau.

La katiba n'existe plus.

Les citations vont pleuvoir. Mais en haut lieu... La S.A.S. d'Hassi-Bahlah sera oubliée. Celles de Charef et de Zénina également. Elles se contenteront de la considération de la légion, « la plus belle des citations », concluront les trois chefs S.A.S. en haussant les épaules et en trinquant à leur propre santé. **H**

Serge DURRIEUX

HISTORIA

magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier

Directeur de la publication : **Maurice Dumoncel**
Directeur des périodiques : **Georges Mazoyer**

Directeur :	Dessinateur :
Yves Courrière	John Batchelor
Conseiller auprès	Fabrication :
de la Direction :	Roger Brimeur
Général Beaufre	Secrétariat
Rédacteur en chef :	de la rédaction :
Jean Fontugne	Brigitte
Adjoints :	Le Pelley Fonteny
Jacques Kohlmann	Adjoint :
Liliane Créte	Charles Meyer
Chef service photo :	Directeur
François Wittmann	de la promotion :
Directeur des publications	Jacques Jourquin
Histoire :	Assistants :
Christian	Chantal de Pinsun
Meichior-Bonnet	Françoise Rose
Administration :	Relations publiques :
Christian Clarc	Claude Bénédick
Maquettiste :	Abonnements :
Claude Rebelo	Jean-Loup Pellé

RÉDACTION-ADMINISTRATION :

Librairie Jules TALLANDIER

170 bis, bd du Montparnasse, 75880 PARIS
CEDEX 14

Tél. 325-11-02.

Télex 21311. Publiotél. 581.

Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. - Belgique, 35 FB.
Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14^e.
Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris
2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de
Kinnin, B 1050 BRUXELLES. Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :

1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 196 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
5° 18 numéros : 341 (97) à 371 (112).
45 FF - 450 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :

FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires du Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de
F.A.M.P., 1, rue de la Petite-Île, 1070-BRUXELLES
CCP 416-69.

SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :

1° Les abonnements peuvent être pris à partir du
n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algé-
rie) ou du numéro en cours.
2° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure
recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures néces-
saires pour relier 48 numéros.
3° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en
août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
4° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et
bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
5° Pour toute correspondance relative à votre abon-
nement (changement d'adresse, réclamation, renouvelle-
ment), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier
envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
6° Toute demande de changement d'adresse doit être
accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE

(Avril 1961)

FRANCE

3-4 : attentats terroristes contre des postes de
police parisiens.
4 : obsèques du maire d'Évian
6 : Conseil des ministres (affaires algériennes -
situation internationale).
9-10 : nombreux attentats au plastic en métropole.
11 : conférence de presse du général de Gaulle.
12-18 : voyage du président de la République dans
le Sud-Ouest.
18 : troisième réunion du Comité de Vincennes.
20 : le C.N.L. dépose son bilan.
23 : communiqué commun des syndicats.
23 : message du général de Gaulle à la nation
(pouvoirs exceptionnels).
24 : grève générale d'une heure (11 millions de parti-
cipants).
24 : signature des accords de coopération avec le
Conseil de l'entente.
26 : incarcération du général Challe à la Santé.
27 : suspension de l'inamovibilité des magistrats en
Algérie.
28 : institution d'un haut tribunal militaire.
29 : adoption par l'Assemblée nationale de la loi-
programme pour l'outre-mer.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

4 : conférence de presse de Messali Hadj.
5 : discours du roi Hassan II du Maroc sur le Congo.
7 : des tracts O.A.S. sont diffusés à Oran.
11 : ouverture du procès Eichmann.
13-15 : manifestations à Alger.
18 : protocole tuniso-tchécoslovaque.
19 : des tracts O.A.S. sont distribués à Alger et à
Oran.
22 : coup de force militaire à Alger, où l'état de
siège est proclamé.
22 : communiqué de Ferhat Abbas.
22 : déclaration des généraux putschistes à Radio-
Alger.
22 : communiqué de l'O.A.S. à la radio d'Alger.
23 : la général Salan et le général Gouraud se
rallient aux généraux insurgés.
24 : ordre du jour du général Challe.
24 : communiqué du G.P.R.A.
25 : explosion atomique à Reggane.
25 : appel de Pierre Messmer et du général Olié.
25 : arrestation du général de Pouilly.
26 : manifestation au Forum à Alger.
27 : arrivée de l'escadre à Alger.
27 : nouvelle organisation du commandement en
Algérie.
29 : communiqués et conférences de presse de Joxe,
Messmer et Coup de Fréjac.
29-30 : reprise du terrorisme en Algérie.
30 : évacuation de la base d'Agadir.

(A suivre)

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



LES DERNIERS JOURS D'UNE RÉVOLTE

Sommaire

● Les deux dernières journées

Après l'appel du général de Gaulle, le mouve-
ment déclenché à Alger piétine. Le contingent
refuse de suivre. Quelques heures encore, et les
détachements de gendarmes progresseront au
cœur d'Alger, les immeubles où l'O.A.S. a installé
ses P.C. seront cernés par les blindés...

● Confusion en Oranie

L'insurrection a réussi à Alger. Une seule vic-
time. Les conjurés se félicitent. Mais il reste à
obtenir maintenant le ralliement de l'ensemble de
l'armée. Il faut convaincre les officiers généraux
mais aussi les autres cadres. Devait-on employer
la force? L'intervention des groupements civils
était-elle nécessaire?

● La victoire des transistors

Dans les villes comme dans le djebel, des
milliers de postes radio permettent de suivre
l'évolution de la situation. Le contingent n'est
pas coupé de la métropole. Il entend de Gaulle et
prend position librement...

● La France et le putsch

La métropole ne prend que lentement
conscience de l'importance de l'insurrection.
Depuis trois ans, elle est habituée aux foudres
d'Alger. Mais de Gaulle prend la situation en
main, s'adresse à la nation, ordonne aux
officiers et au contingent la désobéissance...

AU PETIT DUC
MÉNAGER LÉVITAN

VENTE LIGÉE DE NOMBREUX MODÈLES
DE PLUS MOINS DE 100.000 FRANCS
FACILITÉS DE PAIEMENT
10, rue d'Alger - ALGER - T. 24.10.00

L'ÉCHO D'ALGER

Dimanche-Matin

TAM

TAOUREL
MEUBLE ET DÉCORE
DANS TOUS LES STYLES

RENT DE LAZARRE - Directeur artistique
DEVIS GRATUITS SANS ENGAGEMENT

Depuis hier à l'aube, sans qu'un seul coup de feu n'ait été tiré L'armée assume tous les pouvoirs en Algérie

La proclamation du général Challe

Officiers, sous-officiers, gradés, soldats, marins, sous-mariniers des forces françaises d'Algérie, ici le général Challe qui vous parle :

« Je suis à Alger avec les généraux Zeller et Jouhaud et en liaison avec le général Salan pour tenir notre serment, le serment de l'armée de garder l'Algérie, pour que nos morts ne soient pas morts pour rien. Un gouvernement d'ordonne nous appelle successivement l'ALGERIE FRANÇAISE, l'ALGERIE DANS LA FRANCE, l'ALGERIE ALGERIENNE, l'ALGERIE INDÉPENDANTE soumise à la France. Il s'agit de savoir si à l'heure de l'indépendance l'Algérie a l'organisation intérieure de la république. Est-ce cela le pays algérien ? Non, car il n'y a ni loi, ni ordre, ni justice, ni sécurité, ni paix, pas plus que de liberté et de justice dans une organisation intérieure.

« Il a même refusé de faire la paix avec certains chefs de l'insurrection, prêts à signer les conditions. Nous en avons hélas ! les preuves.

« Sachant tout cela, voudriez-vous crier vos promesses, abandonner nos frères musulmans et européens, abandonner nos cadets, nos soldats, nos suppléants musulmans à la vengeance des rebelles.

« Voudriez-vous que MERS-EL-KEBIR et ALGER soient demain des bases soviétiques ?

« Voudriez-vous, une fois de plus, la démission, laisser votre dignité dans que nous nous perdons, même l'honneur. Mais je vous connais tous, et je sais quels sont votre courage, votre loyauté, votre sens de l'honneur et de devoir : la discipline qui fait notre force ne saurait en aucun cas céder au désespoir. L'armée est avant tout au service de la FRANCE et garante du territoire national.

« L'armée ne faille pas à sa mission et les ordres que je vous donne : « Garder l'Algérie ».

Signé : Le général d'armée aérienne
Maurice CHALLE
Commandant en chef des forces
en Algérie et en Sahara.

Arrivés à Alger, les généraux CHALLE, ZELLER et JOUHAUD sont à sa tête, en liaison avec le général SALAN pour tenir le serment : **GARDER L'ALGÉRIE**



ÉTAT DE SIÈGE sur tout le territoire où le calme règne

M. Morin, le général Gambiez et d'autres personnalités CIVILES et MILITAIRES mises en état d'arrestation

Les patriotes internés ont été libérés

Le général Bigot, cdt la 5^e R.A. et de nombreuses unités des trois armes se rallient au général Challe

